2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat
SOCIALISTE

N° 41
MERCREDI 22 AVRIL 1981

EXCLUSIF

Danielle Mitterrand : mes combats contre l'injustice et le mensonge

(PAGE 3)



Un entretien avec le secrétaire général de l'Internationale socialiste

POUR SAUVER EL SALVADOR

(PAGE 9)

A Nîmes

Armistice dans la guerre des ballons

Pour la première fois depuis son inauguration, deux équipes de rugby ont été autorisées à jouer sur le stade municipal.

(PAGE 11)

LES FOUS DU POLAR

(PAGE 13)

Mobilisation militante pour les derniers jours de campagne

IL FAUT GAGNER !

Ce n'est qu'en se rassemblant, dès le premier tour, au côté de François Mitterrand, que la gauche l'emportera

Dès le premier tour...

IL faut gagner. Pour la France. Pour les Françaises et les Français. Sous Giscard, avec la complicité active de Chirac, la France est tombée au plus bas. Les mêmes responsables peuvent-ils faire demain une politique contraire à celle qu'ils ont conduite depuis sept ans ? C'est impossible.

Impossible parce que Giscard représente les intérêts de la fraction de la bourgeoisie la plus intégrée au capitalisme international, et à laquelle il est personnellement lié ; celle qui pense les profits à l'échelle mondiale, dépasse les frontières des Etats, produit là où elle peut le mieux exploiter les travailleurs. Que les objectifs de ces puissances financières engendrent dans notre pays le chômage, la stagnation industrielle, la disparition de secteurs économiques, la ruine de nos régions, elles n'en ont cure, si ce n'est pour y trouver des sources supplémentaires de profits en pesant sur les salaires.

Plus grave encore : pour retarder la révolte populaire contre cette politique, cette même bourgeoisie — par le bras de Giscard et de Chirac — rogne les libertés et les droits sociaux ; ce vichysme rampant nous fait entrer dans l'Histoire à reculons.

Enfin, quelle politique étrangère correspond le mieux à leurs intérêts si ce n'est celle de l'abandon et de la vassalité ? C'est l'échange des profits contre l'indépendance nationale.

L'intérêt de la France est ailleurs.

François Mitterrand, parce qu'il représente d'autres couches sociales, le peuple dans ses profondeurs, est naturellement porteur d'une politique contraire à celle de Giscard-Chirac ; celle qui prend en compte l'emploi comme premier souci, la justice sociale en donnant à chacun les moyens de mieux vivre, l'égalité des chances à partir de l'école ; mais aussi la reconquête de l'indépendance économique, le développement de notre tissu industriel qui passe par celui de nos régions. Et, comme pour les socialistes, rien ne se fera sans les travailleurs dans les entreprises, sans les citoyens dans leurs cités, c'est un vent nouveau de liberté qui se lèvera sur la France. Une France qui retrouvera sa place dans le monde, indépendante des blocs, ouverte sur les pays à développer.

François Mitterrand incarne cette politique nouvelle comme il incarne pour des millions de Français et de Françaises le rassemblement populaire.

Il faut que cette politique gagne. Pour cela, ne prenons pas de risques inutiles en dispersant nos voix au premier tour sur des candidats qui n'ont aucune chance de battre Valéry Giscard d'Estaing.

Votons François Mitterrand dès le premier tour. Il faut absolument gagner.

Claude GERMON



Cet homme va peut-être mourir aujourd'hui

Les catholiques de l'Ulster auront-ils un nouveau martyr ? Il y a quelques semaines, Bobby Sands était déjà en prison, mais encore en bonne santé. Aujourd'hui, après cinquante et un jours de grève de la faim, sa vie ne tient plus qu'à un fil. Condamné en 1977, à quatorze ans de prison pour un simple port d'armes, il réclame le statut de prisonnier politique. Le gouvernement Thatcher maintient son refus barbare. Bobby Sands n'a que vingt-sept ans... **(Voir page 7.)**

VU
DU ROUSSILLON

Flors i nafres

(Des fleurs et des plaies)

DE fin janvier à avril, le Roussillon est tout un verger en fleurs. Le Roussillon c'est, par extension, le département des Pyrénées-Orientales, qui comprend le Roussillon proprement dit, une plaine qui vient mourir en douces déclivités sur le sable méditerranéen, et une variété de contrées qui font l'un des plus merveilleux arrière-pays qui se puisse concevoir : le Vallespir, le Conflent, le Capcir, la Cerdagne, les Aspes, le Fenouillède...

La plaine, c'est le royaume — outre la vigne — de l'abricotier. Dès que l'on arrive à Illesur-Têt, que Mérimée a rendu célèbre, c'est, à la porte du Conflent, le pêcher qui règne, et, à peine un peu plus haut, voici le souverain pommier. En Vallespir, le cerisier (« dernier fleuri premier à fruit ») donne à Céret et ses alentours un charme incomparable dans les fascinants vallonnements des premiers contreforts des Pyrénées. Tout celà sur fond de Canigou.

L'amandier, plus présent au long des haies qu'en verger, est le premier, dans les bonnes fins de janvier, à égayer la nature encore sévère des derniers jours de l'hiver. « *No hi ha bon gener sense flor d'ametller.* » (Il n'y a pas de bon janvier sans fleur d'amandier).

L'abricotier lui succède vite et devient le premier souci du « pagés » (paysan) catalan. Importante source de revenu (qui permet de relayer les vendanges), l'abricot, dès la fleur, doit être littéralement couvé car l'abricotier est un arbre acclimaté et exige des conditions atmosphériques très favorables. « *Une bonne année sur dix.* » L'exploitant agricole s'en est fait une raison : il est rare que « *le fruit passe la promesse des fleurs.* »

Cette année, juste au moment crucial de la floraison, nous avons eu six matinées de brouillard, calamité plus redoutable que la pluie, en cette période. Mouillé, le pollen n'est guère propice à la fécondation.

Un de ces matins de brouillard, je conversais avec Pep, un de mes voisins, entre nos deux vergers. « *Va falloir traiter à nouveau,* dit-il. *Una vegada més comprarem la collita.* » (« Une fois de plus, nous *achèterons* la récolte »).

Soins onéreux, car les produits et les moyens de traitement ont suivi une courbe ascendante, laissant loin derrière elle celle de nos revenus — conséquence d'une certaine économie libérale avancée... —, qu'il faut prodiguer sans même savoir si la présente récolte sera sauvée ou compensée par celle de l'année suivante.

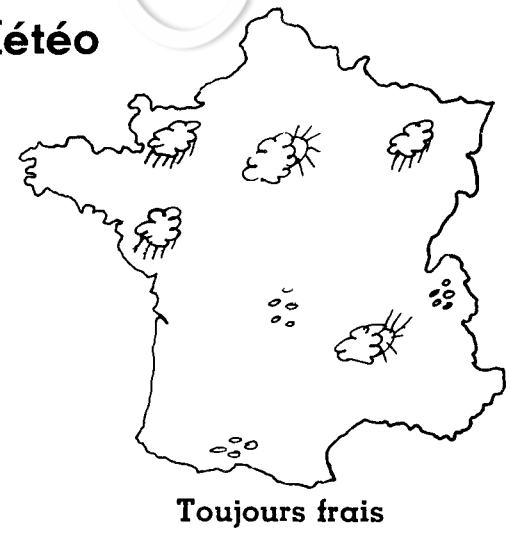
Chaque fleur qui tombe est une plaie par où pénètre le monilia, redoutable maladie, qui, ajoutée aux années de sécheresse ou au capnode dont les larves taraudent les racines, accélère la mort des vergers. Après cela, parlons de productivité !

Il en est des fleurs et de l'arbre comme des hommes : on les soigne pardessus l'incertitude des lendemains. Bien sûr, l'agriculteur connaît l'inévitable souci du rendement ! Mais, proche de la nature, il se différencie des exploiteurs pour qui l'ouvrier n'est que matière première et à vider sans pitié de vie et d'âme.

On soigne un arbre comme on soigne un être humain. Parce que c'est une question d'amour. Là est la différence. « *Y després la paraula és al cel.* » (« Et après, c'est le ciel qui a la parole »).

Jean MORER

Météo



Toujours frais

Pas d'évolution notable du temps, toujours frais pour la saison. Alternance de passages nuageux avec des éclaircies sur l'ensemble du pays. Les vents du nord - nord-est continueront à souffler sur la moitié nord-ouest du pays. De la neige en montagne.

Le danger de l'émiettement

On peut dire tout ce que l'on veut des sondages, moi je crois qu'ils ne sont pas sans influence. En tout cas, d'après un de ceux-ci, il semble que Giscard, Chirac et Mitterrand pourraient arriver, au premier tour, « dans un mouchoir ».

Cela veut dire que Mitterrand peut très bien arriver en tête de tous les candidats. Cela lui donnerait alors toutes les chances pour être élu au second tour car on verrait bien alors combien Giscard est discrédité.

Mais il n'est pas impossible que, Giscard continuant à descendre et Chirac poursuivant sa montée, les trois candidats arrivent quasiment sur la même ligne, et il s'en faudrait peut-être de quelques voix pour que Giscard et Chirac soient les deux premiers. Ce serait une catastrophe pour la France et pour les travailleurs.

Je crois que cette hypothèse est peu probable mais, dans une telle bataille, il faut tout envisager. C'est pourquoi il faut que nous nous battions pour convaincre tous les hésitants, tous ceux qui, ne se rendant pas compte du danger, sont prêts à voter au premier tour pour des « petits » candidats de gauche, il faut les convaincre du danger couru.

C'est dès le premier tour qu'il faut rassembler sur le nom de François Mitterrand les voix de tous ceux qui veulent une société différente. Plus le score de François Mitterrand sera important le 26 avril, et plus nous aurons des chances de l'emporter le 10 mai.

Jean-François ROSNEN
(Rhône)

Giscard ne craint pas Lalonde

Alain Bombard et Haroun Tazieff ont dit, à la télévision, exactement ce qu'il fallait dire. L'écologie ne doit pas être considérée en dehors d'un projet politique global. En particulier, on ne peut pas lutter contre la détérioration de la nature, contre le tout-nucléaire, pour l'établissement de nouveaux rapports entre les gens, sans s'attaquer à la toute-puissance de l'argent, c'est-à-dire au capitalisme lui-même.

Seuls le projet socialiste et François Mitterrand portent cette remise en cause profonde des structures sociales et ouvrent la voie à une politique authentiquement écologique.

Giscard n'a pas peur de Brice Lalonde. C'est bien pour cela qu'il l'a aidé à obtenir ses cinq-cents parrainages. Faute d'un projet politique global et cohérent, le candidat écologiste ne peut remettre en cause le système dans lequel nous vivons. Giscard s'en accommodera comme il l'a fait jusqu'à maintenant. Pour l'instant, il est surtout satisfait que la candidature de Lalonde puisse retirer des voix à François Mitterrand au premier tour. Il faut faire comprendre autour de nous les dangers qu'une telle politique ferait courir aux travailleurs.

La candidature de Lalonde est, certes, tout à fait respectable, mais il faut intégrer la contestation écologique dans une politique d'ensemble, c'est-à-dire dans le projet du socialisme.

Alain LAURRIER
(Pas-de-Calais)

Marchais et les grèves

J'ai entendu à RTL Georges Marchais dire que, si Giscard d'Estaing était réélu, il n'y aurait sûrement pas de grève générale. Il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour qu'il y ait une grève générale, a dit Marchais.

Je me demande alors pourquoi, il y a peu de temps, Georges Marchais annonçait des troubles sociaux et des grèves dans le cas où François Mitterrand serait réélu.

Si je comprends bien, Marchais, le « candidat anti-Giscard », est prêt à mobiliser ses troupes contre François Mitterrand mais Giscard, lui, n'a rien à craindre.

On ne voit pas pourquoi les travailleurs se démobiliseraient si Giscard est réélu, et se mobiliseraient contre le candidat socialiste qui sera, avant tout, leur président. Ce qu'on voit bien, en revanche, c'est ce que souhaite réellement Georges Marchais.

G. M.
(Paris XV^e^)

Pourquoi Crépeau ?

On ne voyait pas très bien, avant le début de la campagne électorale, ce que Michel Crépeau apporterait de particulier et d'original à cette campagne. On le voit encore moins maintenant que celle-ci est commencée. Nous l'avons vu à plusieurs reprises à la télévision sans parvenir, au milieu de ses bavardages, à discerner la moindre idée nouvelle ni le début d'un programme.

La seule conséquence de sa candidature est d'affaiblir celle de François Mitterrand. Quand on sait tout ce que les radicaux de gauche doivent au Parti socialiste et à François Mitterrand, tout cela est navrant.

Si, par sa candidature, Michel Crépeau empêchait François Mitterrand d'être présent au second tour, il porterait une responsabilité écrasante. On peut être sûr que les travailleurs ne seraient pas prêts de l'oublier.

Jean et Thérèse LEFAUCONNIER
(Alpes-Maritimes)

Chirac c'est l'aventure !

Beaucoup de gens, parmi ceux que nous rencontrons, et qui avaient voté Giscard en 1974, disent qu'ils ne recommenceront pas en 1981. Ils ont l'impression d'avoir été trompés.

Certains vont voter pour Chirac. Ils oublient que Chirac a été premier ministre et qu'il a toujours soutenu Giscard. Tout ce qu'il peut dire aujourd'hui ne peut faire oublier qu'il a été le complice de Giscard pendant sept ans.

Il faut que nous parvenions à les convaincre que les choses ne changeront vraiment que si François Mitterrand est élu. Chirac, c'est l'aventure. François Mitterrand est le seul homme d'Etat en lequel on peut avoir confiance.

Pierre BASTIEN
(Somme)

Dès le premier tour

Trop de gens ont les yeux fixés sur le deuxième tour de l'élection présidentielle. Ils ne se rendent pas compte que en fait, les jeux seront déjà presque faits dès le premier tour. En effet, plus Mitterrand aura de voix au premier tour et mieux se créera le mouvement de rassemblement autour de lui pour le second tour.

En 1974, si je me souviens bien, Giscard avait obtenu 33 % des voix au premier tour. Cela avait créé l'élan qui lui avait permis d'être élu (de peu mais quand même) au deuxième tour.

Il ne faut pas éparpiller les voix le 26 avril, car c'est dès ce tour-là que ce jouera la décision finale.

C'est ce que nous répétons sans cesse autour de nous et vous devriez insister, dans *Combat socialiste*, pour que tout le monde fasse de même.

La victoire du 10 mai, ce n'est pas simplement François Mitterrand qui la construit. Il ne peut gagner que si nous nous mobilisons tous avec lui.

Jean-Yves HENAFF
(Finistère)

Espoir fou

Jamais la victoire de François Mitterrand n'a été autant possible et, pourtant, j'ai peur d'y croire. Nous avons été si souvent déçus. Depuis plus de vingt ans, nous avons espéré, nous nous sommes battus, nous y avons cru, et combien de coups avons-nous ramassés !

Pourtant, cette fois encore et plus que jamais, j'espère d'un espoir fou que nous allons gagner et que ça va en être fini de Giscard, de la droite, de l'injustice, des inégalités.

Il n'est pas possible que nous continuions à vivre comme ça, avec les jeunes sans travail, avec les prix qui montent sans cesse, avec des difficultés de toutes sortes. Il faut que nous gagnions.

J.-R. S.
(Val-d'Oise)

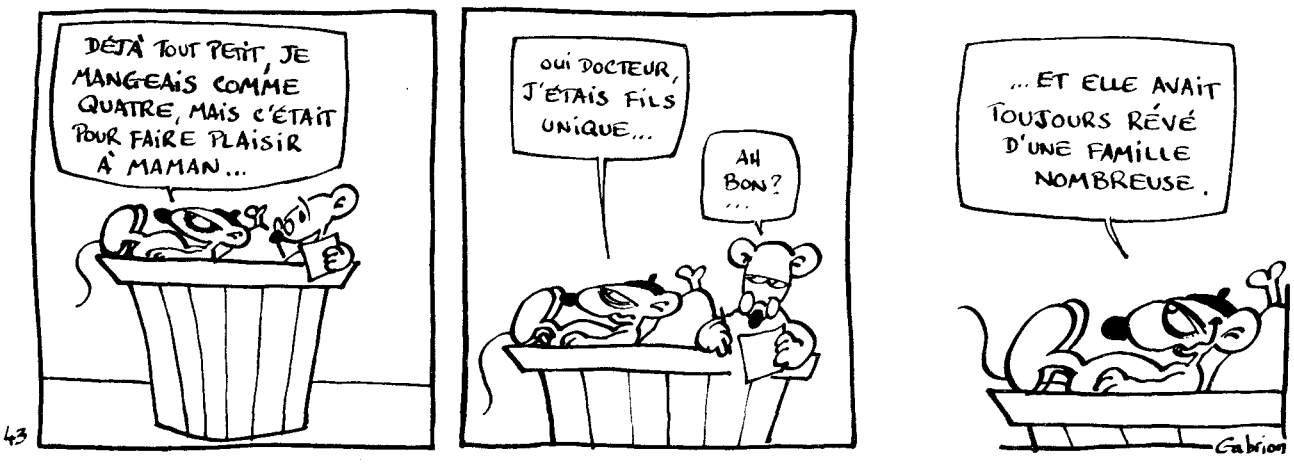
Trois adresses

J'aprécie beaucoup *Combat socialiste* qui a fait de gros progrès depuis son premier numéro.

Je vous envoie trois adresses et 150 francs pour votre campagne d'abonnement. Il faut aider *Combat socialiste*, il faut que le journal vive et tienne.

Pierre ROMBAUD
(Aisne)

Rat-le-bol



Danielle Mitterrand: «Mon combat est une révolte contre l'injustice et le mensonge »

Danielle Mitterrand n'a jamais voulu apparaître sur le devant de la scène, ni même à l'arrière des tribunes électorales. Le sourire plein de charme, l'épouse du candidat socialiste entend visiblement rester elle-même : *« Je ne veux être ni en retrait, ni en avant »*, affirme-t-elle. Engagée, Danielle Mitterrand ? Sans aucun doute, mais, aussi, pragmatique.

UNE planche sur deux tréteaux de bois, une machine à écrire, des affiches d'El Salvador et de Mgr Romero avec pour seule légende : *« Personne ne peut tuer la voix de la justice. »* Une pièce toute simple, 10, rue de Solférino, à Paris, au siège du PS. C'est le bureau de Danielle Mitterrand. L'épouse du candidat socialiste ne participe pas à la campagne, même si elle la suit. Elle travaille depuis plusieurs mois au sein de Solidarités, association créée voici dix-huit mois par le PS pour fédérer les volontés d'intervention en faveur des pays du tiers monde soumis à la faim et à la dictature (voir *Combat socialiste* du vendredi 17 avril)*.



Dans la salle, pendant les meetings.

Après l'Ouganda et El Asnam, Solidarités et Danielle Mitterrand se consacrent totalement à El Salvador. *« Engagée comme je le suis, j'avais envie d'avoir une action en faveur des droits de l'homme dans ce pays. Nous avons pensé qu'il fallait déjà informer l'opinion, par des films et des débats qui ont débuté le 17 avril dernier à Pau. Tout cela a été décidé avant que ne commence la campagne. Tout d'un coup j'ai vu partir mes compagnons, tous engagés dans cette campagne. Et je me retrouve un peu abandonnée pour traiter de cette affaire. Mais j'aime aller jusqu'au bout, alors je me suis entêtée. Cela me donne beaucoup de travail, mais on ne peut pas rester insensible à un enfant mort dans la rue, à une femme qui hurle parce que son mari est torturé. »*



La campagne aux côtés de François Mitterrand.

Sensible, engagée, révoltée, Danielle Mitterrand n'a pas attendu El Salvador pour l'être totalement. Elle n'avait que dix-sept ans quand elle prit le maquis pendant l'occupation allemande. Et dans ce choix-là, aussi, tout semble naturel. *« Cela ne pouvait pas être autrement,* dit-elle, sagement assise derrière son bureau. *Mon père m'a toujours appris à me révolter contre l'injustice et le mensonge. On tenait chez moi des réunions avec le Mouvement national de résistance. »*

La souffrance et la mort d'un jeune résistant fait naître l'étincelle. Elle ne veut pas tenir de fusil. Elle met en place une infirmerie clandestine, qu'elle tiendra avec une amie jusqu'à la Libération. L'évocation de cette période rend Danielle Mitterrand songeuse, puis elle éclate de rire : *« Enfin, dans toutes ces péripéties, j'ai fini par rencontrer François. On fréquentait les mêmes milieux. »*

Alors, de la Résistance à l'action pour El Salvador, de quoi remplit-on une vie? *« A être soi-même »*, répond-elle. Et à élever deux fils. L'aîné, Christophe, est aujourd'hui journaliste à l'**AFP**, en poste au Togo après avoir « couvert » la Mauritanie; Gilbert, le second, assistant en droit, s'est essayé à la vie politique comme suppléant en Gironde aux dernières législatives. Pensent-ils comme leurs parents? *« Oui, ils sont très proches. Je comprendrais d'ailleurs très bien qu'ils ne pensent pas comme nous... Mais il me semble tout de même que, lorsque l'on a des idées politiques très différentes, c'est qu'on n'est pas du même tonneau. »*

> ***« Si les femmes ont la même éducation, les mêmes qualifications, il n'y a aucune raison pour qu'elles n'arrivent pas aux mêmes résultats que les hommes »***

A peine entrouverte, la porte donnant sur la vie privée se referme. Non pas que Danielle Mitterrand souhaite faire une coupure entre la vie familiale et la vie politique : *« Nous sommes trop pétris de ce combat pour que ce soit réalisable »*, mais Danielle et François Mitterrand savent prendre du repos et du recul à Latché ou ailleurs, et cela, visiblement, ne concerne pas l'opinion publique.

Danielle Mitterrand parle plus volontiers de la vie politique que de la sienne et de celle de son mari. Elle suit les meetings en province, discrète, souriante, présente. *« Je ne veux pas jouer de rôle. Je veux rester ce que je suis. Je ne veux pas être la femme symbole... Je ne me vois pas sur la tribune au côté de François. J'y serais si j'étais moi-même une femme politique qui milite, qui ait des fonctions. Je le regrette, mais ce n'est pas moi. Je n'ai pas de mandat. Je n'en ai jamais brigué. Chacun selon sa compétence. Il y a des femmes au Parti socialiste qui ont leur place à la tribune parce qu'elles sont dans l'action du parti. Moi pas. Je suis socialiste mais je ne milite pas au parti. »*

Cette volonté sans cesse réaffirmée de rester à sa place amène logiquement Danielle Mitterrand à refuser toute valeur symbolique à son statut d'épouse de candidat. Ce n'est que contrainte qu'elle accepte de parler des femmes ou de son propre poids dans la campagne.

« Je me sens naturellement égalitaire. Ce n'est pas évident pour toutes les femmes. Il faut le temps. Une femme doit agir, doit arriver à prendre ses propres responsabilités grâce à ses propres compétences. Ce n'est pas seulement parce qu'elle est femme qu'elle doit arriver ou, au contraire, être mise à l'écart. C'est la loi de l'égalité. Si les femmes ont la même éducation, la même instruction, les mêmes qualifications, il n'y a aucune raison pour qu'elles n'arrivent pas aux mêmes résultats que les hommes. Pour ma part, j'ai toujours eu mon jugement. Je n'ai pas du tout l'impression d'être dans l'ombre. Je discute souvent avec François. Je ne dis pas qu'il tient toujours compte de ce que je dis (rires)... mais il m'écoute... Je suis absolument allergique à toute composition. On me prend comme je suis et c'est tout ! »

Même langage au cas où... Danielle Mitterrand deviendrait « la première dame de France », appellation qui, visiblement, ne lui plaît pas. *« Je ne fais pas de science-fiction. Je verrai si le cas se présente. Je ne serai ni plus ni moins que ce que je suis maintenant... Je m'adapte. Je tâcherai de m'adapter au mieux. Mais si j'ai plus de possibilités d'agir au niveau de la défense des droits de l'homme, je les utiliserai. »*

Revenant aux préoccupations immédiates, Danielle Mitterrand reconnaît que la campagne apporte avec elle une certaine tension. *« Vous savez, cette campagne est l'aboutissement d'une idée que François développe depuis si longtemps... Cela fait partie de la trame de notre vie. »* Alors, tendue? *« Pas en fonction d'un résultat mais peut-être en fonction d'un grand désespoir que j'ai vécu avec énormément de gens en 1974. Le lendemain de ces élections fut réellement insupportable. J'avais quotidiennement ces regards autour de moi, qui exprimaient une telle déception... Pas pour nous. L'Elysée, vous savez, ce n'est pas la panacée. Mais je souhaite de tout mon cœur que François soit élu parce qu'il faut vraiment que cela change. »*

> ***« On ne peut rester insensible à un enfant mort dans la rue, à une femme qui hurle parce que son mari est torturé »***

En attendant ce jour, Danielle Mitterrand continue et continuera de suivre les meetings de son mari. Particulièrement celui de Toulouse qui marque, depuis 1965, la dernière étape des campagnes présidentielles de François Mitterrand. *« En 1965, à Toulouse, ma fibre républicaine a été comblée »*, dit-elle encore émerveillée.

Danielle Mitterrand s'intègre ainsi naturellement au destin de son mari. *« Jusqu'à cet été, je pensais qu'il ne se représenterait pas. J'en étais même sûre et lui aussi. Ce sont vraiment les circonstances qui ont dicté sa décision. Mais, de toute façon, je pensais, et je pense toujours, que sa candidature était nécessaire. »*

Propos recueillis par Jérôme BOUVIER

(*) Voir page 16.

Spécial P.S.

Réunions publiques

• *Mercredi 22 avril.* — Lionel Jospin à **Paris XVIII^e^** (Elysée-Montmartre) ; Françoise Gaspard à **Nogent-le-Roi** (Eure-et-Loir) ; Christiane Mora à **Sisteron** (Alpes) et **Château-Arnoux** (Haute-Provence) ; Yvette Roudy à **L'Isle-Adam** (Val-d'Oise) ; Christian Nucci à **Saint-Etienne-de-Geoirs** (Isère) ; Claude Germon à **Mennecy** (Essonne).

• *Jeudi 23 avril* — Pierre Mauroy à **Saint-Priest** (Rhône) ; Marcel Debarge à **Châlons-sur-Marne** (Marne) ; Lionel Jospin à **Boulogne-Billancourt** (Régie Renault) ; Philipe Machefer et Guy Malandin à **La-Queue-les-Yvelines** (Yvelines) ; Louis Mermaz et Pierre Béréguovoy à **Vienne** (Isère) ; Françoise Gaspard à **Chartres** (Eure-et-Loir) ; Christiane Mora à **Laon** (Aisne) ; Jacques Fournier à **Nantes** (Loire-Atlantique) ; Yvette Roudy dans l'**Orne** ; Véronique Neiertz à **Sèvres** (Hauts-de-Seine) ; Christian Nucci à **la Côte-Saint-André** (Côte-d'Or) ; Claude Germon à **Corbeil-Essonne** (Essonne).

La première force de la gauche, c'est la solidarité

Pendant des années, le pouvoir a monopolisé les médias.

Pour les socialistes, la campagne présidentielle est l'occasion d'expliquer, de convaincre, de combattre cette domination de la droite sur l'information.

Cet effort implique des moyens matériels hors de proportion avec les finances du PS.

Nous ne pouvons compter sur rien d'autre que vos contributions.

Aidez à la victoire.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste
Je verse : ..... F

Chèque au nom de « Pierre Joxe - campagne présidentielle du Parti socialiste », 10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.

POINTS FORTS

Le candidat du néant

par Jean-Pierre Chevènement*

GISCARD D'ESTAING m'inquiète. Il a mauvaise mine. Il ressemble de plus en plus à son effigie du musée Grévin. Cet homme-là ne se renouvelle plus du tout. Impossible d'expliquer pourquoi les bonnes idées qu'il a dans les trois dernières semaines de son septennat, il ne les a pas eues plus tôt : à peine s'y essaie-t-il et voilà qu'on découvre qu'il les a déjà eues, et qu'en définitive elles ne sont pas si bonnes que ça. Impossible de sortir de là.

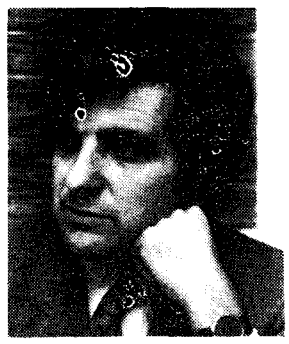
Un rêve passe...

Sa dernière esquive fait peine à voir : les critiques qu'il essuie seraient — à l'en croire — dirigées contre l'effort des Français. Las ! Je ne vois personne qui ait l'air de se sentir réellement visé. L'immense majorité de nos concitoyens semblent considérer que, s'ils ont réussi en quelque domaine, c'est plutôt malgré Giscard. Tandis que s'ils sont dans la dèche, la politique de Giscard y est certainement pour quelque chose. Et, par les temps qui courent, cela fait du monde...

Mort lente

« *Giscard s'érode, Giscard s'effrite.* » Ainsi court l'oraison funèbre des sondages. Signe des temps : jusqu'à la décomposition finale, le pouvoir conserve. Au fond, ce qui aura manqué à Chirac cuvée 81, pour « chabaniser » Giscard, c'est un Chirac — modèle 74 s'entend. Ah ! si Christian Bonnet s'amusait à publier les sondages des renseignements généraux pour faire chuter Giscard ! S'il pouvait offrir à Chirac le ralliement de quarante-trois députés UDF ! Un rêve passe...

De cette « drôle de campagne » Giscard a déjà perdu les deux premières batailles. La « bataille diplomatique »



d'abord, celle qui précède toujours l'entrée en guerre : on l'avait vu dès les élections législatives partielles de l'automne dernier : la pression adverse — celle de la gauche — ne se relâchait pas et l'allié RPR défaillait. Puis la « bataille des frontières », je veux dire la campagne télévisée, impuissante à enrayer la réaction de rejet à l'égard du candidat sortant. Aujourd'hui, Giscard ne compte plus que sur Georges Marchais, comme Napoléon à Waterloo attendait Grouchy.

Giscard se réjouit du calme qui caractérise cette campagne. Il a tort. Car ce calme est trompeur : certes, les espoirs qu'avait suscités l'union de la gauche, une sorte de pudeur populaire leur tient encore la bride. Mais cet espoir a un nom : François Mitterrand. Pour qu'il prenne son envol jusqu'à la victoire, il faut que pas une voix ne manque au candidat socialiste dès le premier tour.

Il est clair que de l'autre côté Giscard n'éveille plus la moindre illusion. De lui on attendait quelque chose en 1974. Aujourd'hui, plus rien. Ni la croissance qui était son métier. Ni la réforme dont il faisait profession. Rien. Que la mort lente. Le candidat sortant porte son programme sur sa mine : c'est le candidat du néant.

* *Secrétaire national du Parti socialiste.*

Au premier tour

Voter utile

AU Parti socialiste, on prépare activement les derniers jours avant le premier tour. Comme le déclarait dans un communiqué, lundi 20 avril, Jean Poperen, secrétaire national du PS chargé de la campagne officielle, « *la droite sent le danger, elle regroupe ses forces : Giscard d'un côté, Chirac de l'autre. Et, du coup, on s'aperçoit que si la gauche s'éparpille, alors que la droite se rassemble, la gauche, qui pourrait gagner, sera perdue* ».

Après avoir évoqué l'« *hypothèse extrême et heureusement peu vraisemblable d'un choix entre le président sortant et Jacques Chirac au second tour, à cause d'une très forte dispersion des voix de gauche au premier* », Jean Poperen conclut : « *Qui ne comprend que François Mitterrand aurait du mal à franchir la barre des 50 % au second tour, la barre de la victoire, si le tremplin du premier tour se trouvait situé trop bas et trop loin ?* »

Pierre Mauroy, porte-parole de François Mitterrand, précise de son côté : « *Dans cette dernière ligne droite de la campagne électorale, il faut aller à l'essentiel... Le changement ne doit pas faire antichambre.* » C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Parti socialiste vient de sortir la dernière affiche du premier tour avec le slogan : « *Dès le premier tour, pour battre Giscard, votez Mitterrand.* » Il est clair en effet que le danger de dispersion des voix de gauche est réel. Et, si on peut comprendre le désir de certains de voter au premier tour pour le candidat qui exprime le mieux sa propre sensibilité politique, ne doit-on pas poser la question : vaut-il mieux voter selon sa préférence et être battu, ou voter utile, pour le seul candidat de gauche capable de battre la droite et de l'emporter ?

Mardi 21 avril, François Mitterrand est dans le Nord. Demain il expose sa politique pour la recherche scientifique. Enfin, deux grands meetings l'attendent, jeudi 23 avril, à Marseille et vendredi 24 avril à Toulouse. Quatre jours pour convaincre, quatre jours pour gagner.

• **2 268 entreprises en règlement judiciaire** et en liquidation de biens en mars 1981. Après correction des variations saisonnières, on enregistre 1 524 défaillances d'entreprise en mars 1981, contre 1 518 en février et 1 315 en mars 1980. Au cours du premier trimestre 1981, le total des défaillances en données corrigées atteint 4 900, contre 4 001 pour le trimestre correspondant de l'année passée, soit une augmentation de 22,5 %.

Jacques Frémontier : « Mitterrand est le seul qui puisse battre Giscard »

Journaliste, homme de télévision, spécialiste de la culture ouvrière, Jacques Frémontier (1) est ancien membre du Parti communiste, auquel il avait adhéré en 1971 et qu'il a quitté après les élections de mars 1978, à la suite d'une période de contestation interne.

« *CETTE façon de dénoncer les responsabilités du PS dans l'échec des élections me paraissait relever de la paranoïa,* explique-t-il. *Et puis, je n'étais pas d'accord sur l'évolution des rapports avec l'URSS, ni avec la pratique de la démocratie interne.* »

Mais l'ancien rédacteur en chef d'*Action* (la revue du PC destinée aux entreprises), qui était déjà au côté de François Mitterrand en 1965 et en 1974, précise qu'il y a quelques mois il n'aurait pas souhaité « *s'engager publiquement. Mais ce qui s'est passé ces derniers mois (affaire de la drogue, des immigrés, la position sur l'Afghanistan) est à mes yeux tellement intolérable qu'il n'y a qu'une façon possible de marquer le coup, c'est de se rallier d'emblée à la candidature de François Mitterrand* ».

— ***Votre engagement pour le candidat socialiste est donc un engagement contre le Parti communiste... ?***

— *Oui, dans la mesure où c'est contre la direction actuelle du PC et sa pratique présente. Non, parce que, pour moi, François Mitterrand est avant tout celui qui peut battre Giscard. Il a incarné l'Union de la gauche pendant des années, et ce n'est pas de son fait si cette union a été rompue.*

— ***Dans votre domaine, l'information et la culture, qu'attendez-vous d'un président de gauche ?***

— *A mes yeux, tout passe par l'audio-visuel. C'est là que les plus grandes chances ont été perdues et qu'elles sont peut-être rattrapables. Dans ce pays où la moitié des habitants ne lit jamais un livre, je sais quelles barrières s'opposent à la pratique du livre, du théâtre, de la musique et du cinéma. Seul l'audiovisuel permet de franchir ces barrages, d'entrer dans les foyers et de permettre à chacun de s'introduire au monde de la culture. Il faut donc transformer cet outil qu'est la télévision, pour la mettre au service du public.*

Il faut faire une autre politique du livre, abroger ce décret scandaleux sur la liberté du prix des livres, car il n'y a de place désormais, sur le marché de l'édition, que pour le best-seller. Des chances prodigieuses sont assassinées tous les jours.

Il y a aussi la politique de décentralisation dramatique, qui a été abandonnée. Il faut reprendre la grande politique de Jean Vilar, et, enfin, redonner souffle au cinéma français.

Propos recueillis par Philippe LAURAND

(1) *Auteur de* la Forteresse ouvrière *et de* la Vie en bleu.

Un coup d'épée dans l'eau

Décidément, Valéry Giscard d'Estaing rêve de la royauté. Le président, non content d'être un monarque, se prend maintenant pour d'Artagnan ! Il a déclaré, lundi à Auch, faisant allusion au sommet de Maastricht : « *J'ai ferraillé lors de ce sommet contre mes neufs partenaires, et, par un hasard du ciel, je ferraille aujourd'hui contre neuf concurrents* », et d'en conclure : « *J'ai gagné à Maastricht pour l'agriculture française, et j'ai décidé de gagner pour l'avenir de la France.* » Doit-on rappeler au président-candidat que Helmut Schmidt et lui ont



bien du mal à « ferrailler » contre Mme Thatcher ? Quelle est donc cette Europe de l'axe privilégié Bonn-Paris, de moins en moins appréciée de nos autres partenaires ? Non, Maastricht n'a pas été un succès, les problèmes agricoles n'ont pas été résolus. Valéry Giscard d'Artagnan n'a fait que donner un coup d'épée dans l'eau, et il ne fera pas mieux le 10 mai

APRES L'HUMANITE EN MARCHE
MARTINSART PRESENTE



LES GRANDS REVOLUTIONNAIRES

Biographies, analyses politiques, importants extraits de l'œuvre des géants qui ont contribué à forger les événements, qui ont guidé l'humanité vers plus de justice, de liberté, de bonheur.
• Les Géants de 89 : Danton, Marat, Robespierre...
• Les Socialistes scientifiques : Marx, Engels, Gramcsi.
• Les utopistes, les anarchistes : Fourier, Proudhon, Bakounine... • Femmes et Révolution : Flora Tristan, Louise Michel, Rosa Luxemburg... • Les communistes au pouvoir : Lénine, Trotsky, Tito...
• L'Orient : Gandhi, Ho Chi Minh, Mao Tsé Toung... • L'Amérique Latine : Castro, Che Guevara Salvador Allende... • Les Défenseurs des droits de l'homme : Lincoln, Schoelcher, Luther King... • La justice dans la liberté : Jean Jaurès, Léon Blum, Senghor, Dubcek... et bien d'autres.
Relevons parmi les auteurs : J.P. Biondi, Michel Charzat, J.-Claude Colliard, Régis Debray, Gérard Delfau, Marc Ferro, F. Fonvieille-Alquier, Pierre Guidoni, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Jean Lacouture, Jiri Pelikan, Jean Rous, etc.
Huit volumes magnifiquement illustrés, qui présentent l'histoire et l'actualité d'une manière vivante, engagée, porteuse d'espérance.



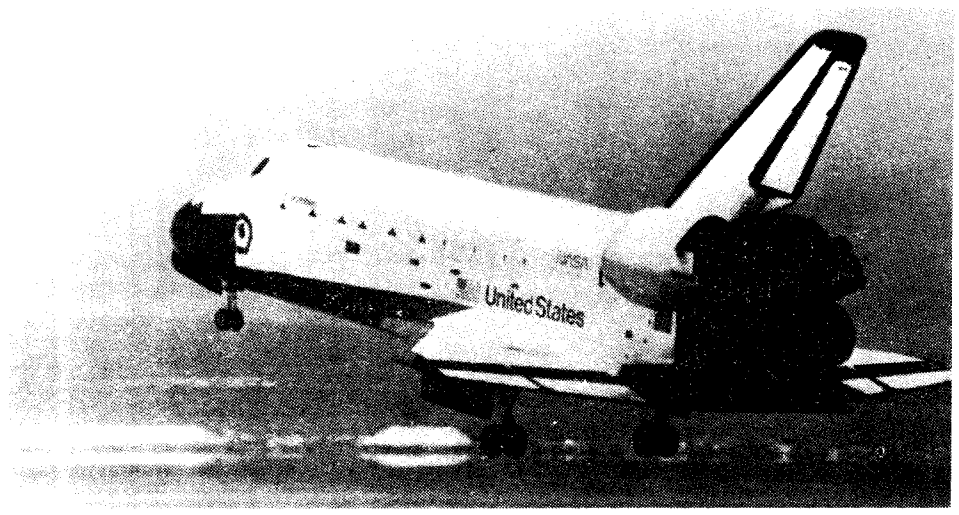
Je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement une information complète sur "Les Grands Révolutionnaires".
Nom Prénom .....
Profession (facultatif) .....
Adresse complète .....
.....
Date .....
A retourner aux : **Editions MARTINSART**
58, rue des Capucins 41200 ROMORANTIN

La navette à l'heure de la rentabilité

APRÈS son vol triomphal, la navette spatiale *Columbia* est entrée dans la phase, plus aléatoire des applications concrètes, économiques et technologiques à moyen terme.

Le premier vaisseau spatial récupérable ouvre de multiples horizons à l'exploitation de l'espace, mais il semble que, pour l'instant, les sociétés soient réticentes à investir à long terme sur des projets à haut risque. Entre la construction du programme et le résultat de ces expériences scientifiques, les principaux bénéficiaires seront tout d'abord les firmes de télécommunications par satellite, représentant un marché en pleine expansion qui atteint actuellement le milliard de dollars. Sur les soixante-dix vols spatiaux prévus par la NASA d'ici à 1986, un tiers doit être consacré à la mise sur orbite de satellites de télécommunication commerciaux. Parmi les sociétés qui ont « retenu leur place » à bord de la navette figurent American Telegraph and Telephone, IBM, Western Union, RCA et la Comsat.

En attendant, à terre, le programme de la navette fournit du travail à 50 000 personnes employées par la NASA, au principal maître d'œuvre Rockwell, et à plus d'une centaine de sous-traitants. Il s'agit d'un boom pour l'emploi dans le sud et l'ouest des Etats-Unis, où se trouvent la plupart des industries de haute technologie. Parmi les sous-traitants, on trouve les sociétés aéronautiques Lockheed, Boeing, McDonnel Douglas et Curtis Wright, et les sociétés informatiques IBM et Xerox.



Les firmes de télécommunications par satellite sont les premières bénéficiaires (civiles) du lancement de la navette. (Photo Sygma)

Le programme auquel toutes ces firmes participent s'étale sur plusieurs années avec la construction en cours de la deuxième navette *Challenger* qui sera terminée en 1982. Elle sera suivie de deux autres vaisseaux spatiaux *Discovery* et *Atlantis* livrables fin 1983 et en 1985. La navette *Columbia* a coûté 9,9 milliards de dollars et doit effectuer une centaine d'expéditions dans l'espace.

Par ailleurs, la première mission commerciale prévue pour septembre 1982 ouvrira la voie à des expériences inédites en état d'apesanteur pour le traitement de substances biologiques, de métaux et de cristaux utilisés dans l'électronique. Ainsi, la firme McDonnel Douglas à signé un contrat pour une expérience visant à la purification de protéines et d'enzymes pour la production de nouveaux produits pharmaceutiques.

Le programme de la navette est la dernière carte de la NASA, dont le budget vient encore d'être réduit de 9 % pour passer à 6,1 milliards de dollars en 1982. Cependant qu'une étude avait fixé à trente vols par an le seuil de rentabilité de la navette, la NASA n'en a prévu que soixante-dix étalés sur quatre ans, et le Pentagone, vingt supplémentaires.

L'industrialisation de l'espace n'est donc pas pour demain. Et le premier objectif de l'agence spatiale américaine demeure la mise en orbite de satellites à un coût nettement inférieur à celui des fusées non réutilisables.

PETROLE

Riyad veut reprendre en main l'OPEP

LA prochaine conférence de l'OPEP, qui s'ouvrira le 25 mai à Genève, sera-t-elle l'occasion pour l'Arabie Saoudite de reprendre le contrôle du marché pétrolier? L'actuel excédent de l'offre de brut par rapport à la demande pourrait faciliter la politique menée par le royaume wahabite en vue d'une réunification des prix pétroliers.

Cheik Yamani, ministre saoudien du Pétrole, a clairement averti les autres pays membres de l'OPEP que son pays maintiendrait sa politique actuelle de prix relativement bas et de production élevée, jusqu'à obtenir satisfaction.

Dans sa première interview depuis six ans à une chaîne de télévision américaine, le ministre saoudien a affirmé que l'Arabie Saoudite avait délibérément créé la surabondance actuelle sur le marché international afin de peser sur les prix. Depuis dix-huit mois, l'Arabie Saoudite produit en effet quelque 10 millions de barils par jour de pétrole, alors que son plafond à long terme est fixé à 8,5 millions de barils par jour, et pratique des prix de 32 dollars le baril, soit 4 dollars de moins que le prix plancher des autres pays de l'OPEP.

Actuellement, compte tenu de la récession mondiale et de la nouvelle affirmation de la politique saoudienne, la pléthore sur le marché pétrolier devrait se prolonger, sauf cas de crise majeure. Déjà la position saoudienne a contraint certains pays comme le Mexique ou l'Equateur à réduire leurs prix. Le Venezuela a décidé d'apporter son soutien à l'Arabie Saoudite dans son projet d'unifier les prix du brut au sein de l'OPEP. Cependant, les jeux ne sont pas faits. Une uniformisation, qui, selon les Saoudiens, ne peut se faire qu'aux alentours des 34 dollars le baril, signifierait pour les autres pays de l'Organisation une réduction des prix de l'ordre de 15 %.

Les compagnies pétrolières, qui refusent actuellement de payer une surcharge sur le pétrole acheté au Koweït, pourraient profiter du surplus de l'offre et seraient alors en position de force pour négocier le renouvellement des contrats à long terme avec les Etats pétroliers. Ce qui ne signifierait pas pour autant une diminution du prix de l'essence à la pompe ni du fuel domestique.

Le blé français attend une décision de Reagan

LA France va-t-elle enfin pouvoir vider ses greniers et exporter ses 600 000 tonnes de blé à destination de l'URSS? Les récentes déclarations du secrétaire américain au Commerce peut le laisser supposer.

Malcolm Baldridge a en effet estimé que le président Reagan pourrait lever l'embargo sur les céréales destinées à l'Union soviétique, dans les deux semaines à venir, s'il est convaincu que l'URSS n'interviendra pas en Pologne.

Cet embargo sur les céréales destinées à l'URSS avait été décidé par le président Jimmy Carter, immédiatement après l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, en décembre 1979. Ronald Reagan, alors simple candidat du Parti républicain, avait sévèrement critiqué cette mesure. Mais l'Europe s'était ralliée aux positions de Carter et instaurait l'embargo.

Aujourd'hui, de la décision américaine dépend l'autorisation donnée par la Commission économique européenne à la France d'exporter ses céréales. En effet, malgré une demande officielle de Paris, le 17 mars dernier, Bruxelles s'est toujours refusé d'accorder à la France la délivrance de certificats de restitutions (subventions) sur les exportations de blé vers l'Union soviétique. Un revirement de Washington balayerait tous les scrupules européens et permettrait à la France d'écouler sa production 1980 avant la fin de la campagne 1981.

Par ailleurs, sans s'interroger sur l'efficacité d'un embargo céréalier à l'égard de Moscou, il faut souligner que celui-ci a été dans l'ensemble peu respecté ailleurs qu'en Europe.

Des pays comme l'Argentine, l'Espagne ou encore la Nouvelle-Zélande ont refusé d'appliquer l'embargo et ont profité de l'absence de certains exportateurs traditionnels pour augmenter leurs livraisons vers l'URSS. Depuis novembre dernier, le Canada n'impose plus aucune restriction sur ses exportations de céréales vers l'Union soviétique.

A Rouen, premier port céréalier européen, par lequel transite près de la moitié de la production française de blé, le « feu vert » de Bruxelles est attendu avec impatience.

Les majors pétroliers ont détrôné les constructeurs automobiles

LE magazine américain Fortune vient de publier son traditionnel classement des grandes entreprises américaines. Pour 1980, les grandes compagnies pétrolières ont détrôné les constructeurs automobiles.

Six majors pétroliers se sont classés parmi les dix sociétés industrielles américaines qui ont dégagé les plus importants chiffres d'affaires. Comme quoi les compagnies pétrolières ont bien supporté le second choc pétrolier, enregistrant même des superprofits !

Le classement pour 1980 s'établit comme suit :

1. Exxon, 103 milliards de dollars de chiffre d'affaires ; 2. Mobil, 59,5 milliards ; 3. General Motors, 57 milliards ; 4. Texaco ; 5. Standard Oil of California ; 6. Ford ; 7. Gulf Oil ; 8. IBM ; 9. Standard Oil of Indiana ; 10. General Electric.

Les femmes travaillent de plus en plus

La part des femmes dans la population active n'a cessé de progresser. Entre octobre 1979 et octobre 1980, elle est passée de 44,8 % à 45,2 %. C'est ce qu'indique la dernière enquête « Emploi » de l'INSEE.

Chaque année, aux mois de mars et octobre, l'INSEE enquête auprès de 60 000 ménages. Elle vient de communiquer les premiers résultats des interviews effectuées en octobre dernier.

Autre résultat, la proportion d'ouvriers ne cesse de décroître depuis quatre ans. Leur part dans la population active est passée de 35,8 % à 34,9 %, tandis que leur part dans la population à la recherche d'un emploi passe en douze mois de 8,7 % à 10,4 %.

FNAC : les salariés se mobilisent

Un mot d'ordre de « *mobilisation générale* » pour le mercredi 22 avril a été lancé, lundi, par le personnel de la FNAC de Paris et de province. Cette « *mobilisation* » pourrait se traduire, à l'issue d'assemblées générales, par des arrêts de travail dans les différents établissements.

Dans un communiqué, la commission nationale des personnels de la FNAC explique que cet appel est lancé après l'échec de l'entrevue, samedi 18 avril à Paris, entre une délégation des personnels de la FNAC en grève à Grenoble depuis le 4 avril et à Marseille depuis le 11 avril, et la direction.

• **Quatre-vingt-dix syndiqués CGT** du site EDF d'Issy les Moulineaux viennent de rendre public un texte dans lequel ils dénoncent l'appel à un vote partisan de la centrale de la rue La-Fayette.

Ils rappellent qu'une organisation syndicale n'a pas à s'aligner sur un parti.

Supémec en lutte

Les 115 salariés de l'usine Supémec de Juvisy (Essonne) ont décidé, à l'appel de leur syndicat CGT, de refuser la fermeture de leur entreprise et d'occuper les locaux à partir de ce mardi 21 avril. Ils entendent ainsi protester contre leur licenciement collectif prononcé, mercredi 15 avril, par le tribunal de commerce à la suite de la cessation d'activité de leur entreprise.

Spécialisée dans la fabrication de machines-outils électroniques, la société Supémec, qui compte deux autres unités de production, à Ornans (Doubs) et à Châteauneuf, avait déposé son bilan en 1976. Le désengagement du principal actionnaire, Denain-Nord-Est-Longwy a précipité la fermeture de Supémec et illustre l'abandon du secteur de la machine-outil en France.

L'action menée par les salariés de l'usine de Juvisy a reçu le soutien d'Albert Galhaut, conseiller général communiste de l'Essonne, d'Aline Marti, conseiller général communiste, et d'André Bussery, maire socialiste de Juvisy.

TRIBUNE

Travail à domicile : une nouvelle menace pèse sur l'emploi féminin



Louise Brocas, le lot des travailleuses à domicile : « longues heures de travail et maigres salaires ». (Photo Pascal Lebrun)

par Louise BROCAS *

TANDIS que la scandaleuse campagne publicitaire sur le travail à temps partiel envahissait la presse, la radio et la télévision pour vanter cette forme de travail, Gérard Braun étudiait, à la demande du premier ministre, les conditions de développement du travail à domicile. L'objectif des pouvoirs publics : passer, d'ici à quelques années, de 40 000 à 400 000 travailleurs à domicile.

Ce rapport, Lionel Stoleru vient de le présenter, en indiquant notamment que les entreprises n'y trouveront que des avantages : souplesse, adaptation, développement de la production sans accroître les locaux ni procéder à de nouvelles embauches, solution au problème de l'encadrement, de l'absentéisme... Le gouvernement n'espère-t-il pas résorber en même temps le chômage féminin ?

Le travail à domicile est une forme de travail très ancienne. Comme pour le travail à temps partiel, on y trouve essentiellement des femmes : 29 746, soit plus de 80 % des travailleurs à domicile. Elles apparaissent comme une catégorie de salariés à part, marginales parmi les marginales, puisque hors statut, non couvertes la plupart du temps par une convention collective, exclues des accords interprofessionnels, notamment de l'accord sur le chômage partiel, ne bénéficiant d'aucun des avantages issus d'accords d'entreprise (treizième mois, cinquième semaine de congés...). Leur lot : de longues heures de travail et de maigres salaires !

Jacqueline ..., découpeuse pour une entreprise de broderie, est payée sur la base de 14,65 francs de l'heure. Elle doit faire 40 heures par semaine pour toucher à peu près 2 000 francs net. Elle s'enferme chez elle pour ne pas être dérangée et pouvoir faire ses huit heures de découpage : petits crocodiles pour la marque Lacoste, avec juste les pauses nécessaires à sa vie familiale.

Lisette ... travaille dans une bonneterie. Elle va chercher les fournitures tous les deux jours à l'usine. Elle travaille sans relâche de 8 heures du matin à 8 heures du soir. Rétribuée à la pièce. « *J'essaie,* nous a-t-elle dit, *de ne pas travailler le week-end, mais les jours où je dois conduire un enfant chez le médecin ou faire des démarches administratives, il faut rattraper le temps perdu lors du samedi ou du dimanche...* »

Télétravail

Germaine ... avait 235 pièces à finir pour le lendemain lorsque nous sommes allées la voir. « *Si je veux avoir encore du travail, il faut que je tienne la cadence. Alors, je n'ai pas le temps de parler avec vous.* » Rendement oblige ! Version noire du travail à domicile, pensez-vous... N'y aurait-il pas une version rose, avec le télétravail présenté déjà comme libérateur ? Plusieurs sociétés d'informatique sont partantes pour tenter l'expérience de travail à distance à partir d'un « télélocal ». La télédactylographie fait ses premier pas.

Dans les milieux gouvernementaux, on pense que le travail à domicile est victime de jugements à priori ou d'idées reçues, et que, « redécouvert », « rénové », il pourrait « *être source de progrès pour nombre de femmes désireuses de travailler dans des conditions plus compatibles avec leurs responsabilités familiales et leurs aspirations nouvelles.* »

Nous ne sommes pas contre les nouvelles technologies. Mais nous refusons le développement de la précarité du travail. Le gouvernement, une fois encore, répond totalement au vœu du patronat en lui offrant un nouveau volant de main-d'œuvre ajustable et à la rentabilité assurée, fragilisée, éparpillée, individualisée, difficilement syndicalisable.

En même temps, il trouve une justification à ne pas construire les équipements collectifs nécessaires. L'argument des trajets, celui de la difficile conciliation du travail professionnel et du travail domestique pour les femmes sont fallacieux.

Sans rejeter totalement le travail à domicile, seul moyen de gagner leur vie pour certains travailleurs, nous demandons qu'on leur reconnaisse un véritable statut, avec les mêmes droits et avantages que les autres salariés.

Giscard écrivait dans *Démocratie française* (1976) : « *La France... mènera à son terme l'intégration de la femme dans la vie sociale.* » Avec le travail à domicile, sans doute ? Mais laissons répondre Jaurès : « *Toutes ces industries dites à domicile, où les ouvriers et ouvrières ne peuvent se défendre par l'organisation et qui sont comme le creux d'ombre où s'accumulent les misères ignorées, les désespoirs silencieux et les rancunes implacables, vont contre le progrès. (1)* »

(1) L'Armée nouvelle, *page 539.*

* *Déléguée nationale du PS à la formation et à l'emploi féminin*

Le rapport Braun *

Trois mesures pour promouvoir le travail chez soi

LE travail à domicile décline... et gagne de nouveaux secteurs. C'est ce qu'affirme le rapport sur cette forme de travail, rédigé par Gérard Braun, député RPR des Vosges, à la demande du premier ministre et remis au gouvernement le 16 mars dernier.

Plusieurs causes, selon le député, à ce recul du travail à domicile. Citons la loi de 1957 dont l'objet était précisément d'enrayer le développement de cette activité, l'évolution technologique dans les secteurs qui apprécient de longue date cette forme de travail, le recul d'autres secteurs, comme le textile, l'habillement, le cuir.

S'ajoute à ces raisons l'essor d'autres formes plus souples d'organisation du travail, comme le travail temporaire et la sous-traitance. Tandis que le travail à domicile devient moins attractif pour les salariés eux-mêmes, premiers touchés en cas de récession.

Il n'empêche qu'il progresse par ailleurs. Gérard Braun cite la transformation des matières plastiques, le jouet et l'électronique. Il se développe dans le cas de petites entreprises qui se créent, dans le cadre de la sous-traitance, pour certains métiers nouveaux, comme la vente par téléphone.

Le rapport mentionne aussi le développement d'une nouvelle catégorie de travailleurs à domicile, suscitée par la télématique. Forme de travail en gestation, elle nécessite, selon le député, une analyse à part.

Rappelons que le député avait reçu pour mission l'étude du travail à domicile comme forme d'avenir des méthodes d'organisation d'une société industrielle moderne.

Ce que propose le rapport Braun :

1. Préciser la définition du travail à domicile en simplifiant notamment la réglementation actuelle.

2. Favoriser le travail à domicile. Le rapport préconise notamment une meilleure information des entreprises sur les avantages liés à l'emploi de salariés à domicile. Mais il est proposé d'interdire le travail des enfants.

3. Aménager la réglementation et la protection sociale de ces travailleurs.

Pour le CNPF et la CGPME tout renforcement de la réglementation accélérera le déclin du travail à domicile au bénéfice du travail au noir. Il ne s'agit pas d'un mode essentiel de gestion du personnel.

Pour les syndicats le travail à domicile développe l'individualisation des contrats et le risque d'éclatement de la collectivité de travail. Il n'apporte pas de réelle libération du salarié. Lorsqu'il constitue l'essentiel des ressources, sa durée excède la durée légale du travail.

Il est générateur d'isolement social et syndical. Enfin, il est peu protégé par les conventions collectives et facteur d'inégalités.

* Député des Vosges.

TERRAINS À BÂTIR - LOCAUX COMMERCIAUX
RESTAURATION DE LOGEMENTS
BÂTIMENTS INDUSTRIELS OU ARTISANAUX

DEPUIS PLUS DE 20 ANS

La S.E.Au.
SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE L'AUVERGNE

AIDE LES COMMUNES A REALISER
LEURS PROJETS D'AMENAGEMENT

Pour tout renseignement s'adresser à :
BUREAUX :

PUY-DE-DÔME : 10, rue Eugène-Gilbert - 63000 CLERMONT-FERRAND - Tél. (73) 93.03.37
CANTAL : 70, rue de Firminy - 15000 AURILLAC - Tél. (71) 63.52.01
HAUTE-LOIRE : 11, rue des Tables - 43000 LE PUY - Tél. (71) 02.18.44

BREF

• La CGT réclame la construction d'un nouvel Airbus. Les fédérations CGT de la métallurgie et des transports annoncent qu'elles préparent une « *action d'ampleur nationale* » qui se déroulera au salon de l'Aéronautique du Bourget en juin prochain.

• Le groupe MLF (tendance Psychanalyse et Politique) vient de rompre avec l'une de ses traditions en prenant position pour le premier tour de l'élection présidentielle. Ce Mouvement de libération des femmes appelle à voter François Mitterrand, considérant que « *le vote utile est nécessaire* », et fera une **réunion d'explication le 22 avril, à 19 heures, au théâtre de la Porte-Saint-Martin à Paris.**

Le gouvernement britannique refuse toute concession

Londres laisse Bobby Sands mourir de faim

L'inquiétude grandit au sujet de Bobby Sands, le militant de l'IRA qui poursuit sa grève de la faim, entreprise il y a cinquante et un jours. La visite que lui ont faite trois députés de la République d'Irlande n'a donné aucun résultat. L'indifférence du gouvernement Thatcher permet de supposer que celui-ci accepte froidement de laisser mourir Bobby Sands.

QUELQUES jours après la mort d'un gréviste de la faim ouest-allemand, on se demande si Bobby Sands ne va pas connaître le même sort. Les trois députés irlandais qui lui ont rendu visite, lundi matin, n'ont en effet pas réussi à le convaincre d'arrêter sa grève de la faim.

De retour à Dublin, lundi après-midi, ils ont indiqué, lors d'une conférence de presse, qu'ils allaient demander rendez-vous d'urgence au premier ministre britannique, Margaret Thatcher, pour lui faire part de leurs craintes quant à la vie de Bobby Sands. « *Sands nous a déclaré qu'il poursuivrait sa grève tant que les demandes des détenus républicains de la prison de Maze ne seraient pas satisfaites* », ont indiqué les trois députés, qui ont affirmé qu'ils soumettraient cette affaire à la Commission européenne des droits de l'homme et au Parlement européen.

Mais peut-on espérer un changement d'attitude du gouvernement ultra-réactionnaire de Londres ? « *Le gouvernement ne négociera pas avec les prisonniers et ne cédera pas sur le principe du statut politique,* a déclaré, lundi soir, David Mitchell, le ministre adjoint à l'Irlande du Nord. *Le fait que Bobby Sands ait été député il y a dix jours ne change rien au problème* », a-t-il ajouté.

Port d'armes

Rappelons que Bobby Sands, vingt-sept ans, qui a été condamné en 1977 à quatorze ans de prison pour un simple port d'arme — les soldats britanniques, eux, utilisent leurs armes en toute impunité —, réclame la satisfaction de cinq revendications : le droit de refuser tout travail ; celui de porter des vêtements civils de son choix ; la liberté d'association ; et un régime assoupli pour le courrier ainsi que pour les visites. Face à ces revendications, qui n'ont rien de subversif, le gouvernement britannique choisit donc délibérément de désespérer les catholique d'Irlande du Nord, en bafouant les droits de l'homme, dont il se faisait autrefois le champion.

Dimanche soir, une Land-Rover de l'armée britannique écrasait deux adolescents qui manifestaient en faveur de Bobby Sands. La réaction des catholiques n'a pas tardé ; plusieurs dizaines de jeunes manifestants ont lancé, lundi soir, des pierres sur les policiers et les soldats, dans cette ville. A Belfast, un autobus a été incendié et des balles de caoutchouc tirées par les forces de l'ordre.

Violence en Ulster, mais aussi à Londres : trente et une personnes, dont dix-sept policiers, ont été blessées, lundi soir, au cours d'incidents qui ont opposé des jeunes Antillais aux policers dans trois quartiers.



Des militants de l'IRA, masqués, tirent en l'air au cimetière de Milltown, à Belfast, lors de la commémoration, dimanche dernier, du soulèvement de 1916 à Dublin. (Photo AP)

Bombardements sur tout le Liban

Duels d'artillerie et tirs à la roquette se multiplient depuis trois jours

Du château de Beaufort, à la frontière israélienne, jusqu'à Jounieh, au nord de Beyrouth, le Liban vit sous les bombes. Mardi matin, l'artillerie israélienne et celle du commandant Haddad pilonnaient le secteur oriental dans le sud du pays. L'aéroport de Beyrouth était fermé au trafic.

DANS la nuit de lundi à mardi, de violents duels d'artillerie ont opposé, à la frontière israélienne, les forces palestiniennes progressistes libanaises aux forces de Tel-Aviv et aux milices du commandant Haddad (toujours hospitalisé à Haïfa). Le port de Saïda était illuminé par les fusées.

Le matin même de lundi, alors que cinquante mille personnes, parmi lesquelles trois ministres libanais, faisaient des obsèques nationales à seize tués du bombardement de dimanche, l'aviation israélienne survolait à nouveau la ville. Des obus tombaient dans les rues de Tyr, sans faire de victimes.

Dans l'après-midi, un camp palestinien était à son tour la cible des milices du commandant Haddad et des forces israéliennes. Les duels d'artillerie embrasaient alors tout le secteur autour de l'enclave chrétienne de Marjayoun. Des roquettes palestiniennes tombaient au-delà de la frontière, sur la Galilée.

L'artillerie et l'aviation israélienne bombardaient alors le château de Beaufort, place forte palestinienne, à quatre kilomètres de la frontière, et les monts Nabatieh.

Dans la soirée, la télévision de Tel-Aviv a montré ses avions piquant sur le château de Beaufort, d'où s'élevaient d'épaisses colonnes de fumée noire.

Mais, à la même heure, sous la riposte palestinienne, la population israélienne de Galilée devait gagner ses abris.

A Beyrouth, en début d'après-midi lundi, les mortiers des forces palestiniennes progressistes ont atteint le secteur d'Achrafieh, à peu près vidé de ses habitants. Puis des obus de gros calibre sont tombés dans le secteur ouest, palestiniennes progressistes, de la ville, frappant notamment l'aéroport et le quartier du champ de course, près duquel se trouve la résidence de l'ambassadeur de France. Il y aurait eu au moins six victimes à Beyrouth-Ouest.

Deux navires ont été atteints dans le port de Jounieh, l'une des bases des milices chrétiennes, à vingt kilomètres au nord de Beyrouth, lors du raid de deux organisations libanaises progressistes.

Détention peut-être moins dure en Allemagne

LA grande majorité des ministres de la Justice des Laender (régions) de l'Allemagne fédérale est prête à envisager un assouplissement des conditions de détentions des extrémistes de gauche. C'est ce qui ressort des déclarations faites lundi par leur porte-parole.

Toutefois, cette amélioration n'irait pas jusqu'à accepter le rassemblement des détenus en « groupes importants ». On sait que la principale revendication des extémistes, qui ont cessé leur grève de la faim après la mort de Sigurd Debus, le 16 avril, concernait leur rassemblement par groupes de quinze. Le ministre de la Justice de Berlin-Ouest avait envisagé le chiffre de dix.

EN 24 HEURES

CUBA
Marins américains libérés lundi

Les quatre marins américains arrêtés dimanche par les autorités cubaines ont été libérés lundi. Ils devaient être rapatriés dès le lendemain aux Etats-Unis. Membres de l'équipage du navire de guerre *US Raleigh,* les quatre marins avaient été arrêtés peu après s'être écartés du périmètre de la base navale américaine de Guantánamo, à l'est de Santiago de Cuba. Ils se trouvaient à bord de deux bateaux de plaisance.

CHINE
Deng Xiaoping en difficulté

Selon l'agence soviétique Tass, la position de Deng Xiaoping au sein de la direction chinoise s'est « affaiblie » en raison de l'échec de ses initiatives dans le domaine économique. Pour composer avec la fraction du président Hua Goofeng, qui regroupe les « promus de la révolution culturelle », Deng Xiaoping a été obligé de reporter les procès qui devaient suivre celui de la veuve de Mao.

PHILIPPINES
Election le 16 juin

Le président des Philippines, Ferdinand Marcos, a signé la loi fixant au 16 juin la date de l'élection présidentielle. Il a ainsi définitivement écarté la demande de report du scrutin, formulée par l'oppostion.

ESPAGNE
Les putschistes à l'honneur

Une centaine de femmes d'officiers et de militantes du mouvement d'extrême droite *Fuerza nueva* ont participé à un repas d'adieux en l'honneur de l'épouse du lieuteant-colonel Antonio Tejero, auteur du putsch du 23 février, avant son retour à Madrid. Celle-ci a passé la semaine sainte à El Ferrol, où son mari est emprisonné dans des conditions particulièrement souples.

NAMIBIE
Sanctions contre Pretoria

Le Conseil de sécurité devait se réunir en « consultations » à huit clos, mardi soir, sur la Namibie, puis deux heures plus tard en séance publique. Convoquée à la demande de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), pour imposer des sanctions économiques à l'Afrique du Sud, la réunion du Conseil de sécurité sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire de l'ONU.

ALGÉRIE
Emissaire de Reagan

Le président algérien, Chadli Bendjedid, a reçu, lundi, le général Vernon Walters, envoyé spécial du président Ronald Reagan et premier conseiller du secrétaire d'Etat américain. La livraison par les Etats-Unis d'une centaine de blindés et d'avions au Maroc pour permettre à celui-ci de lutter contre les forces du Polisario, au Sahara occidental, a été évoquée au cours de l'entretien.

SINAÏ
Opposition de Moscou

L'URSS est toujours opposée à la formation d'une force de paix dans le Sinaï, sous l'égide de l'ONU. Cette force devrait être déployée dans le Sinaï après le retrait total d'Israël de la péninsule, en avril 1982.

GUINÉE
Ministre à Paris

Ministre guinéen des Affaires étrangères, Abdoulaye Touré, est arrivé lundi soir à Paris, pour une visite de travail de deux jours. C'est la première fois que Touré vient en France depuis la réconciliation entre les deux pays en 1978.

S.E.F.I. SONDAGES · ÉTANCHEMENTS FORAGES · INJECTIONS

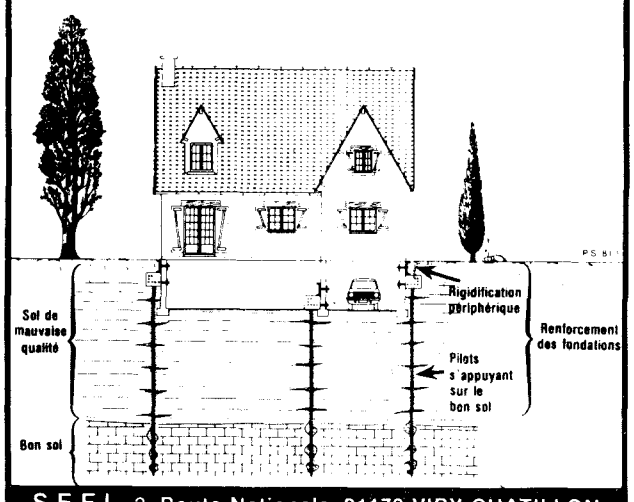
LA TECHNIQUE DU SOL

Sondages de reconnaissance
Mécanique des sols
Injections d'étanchements
Remblayage de carrières - Puits de fondation
Parois berlinoises - Tirants d'ancrage

PROCÉDÉS SPÉCIAUX
Écrans armés
Pilots composites
Contreforts intégrés
Vis à terre

Renforcement de fondations d'immeubles, pavillons, monuments, ouvrages divers.

Exemple de procédé S.E.F.I.:
Renforcement des fondations d'un pavillon posé sur un sol de qualité insuffisante
(Pavillon présentant des désordres : Enfoncement local - Fissures importantes...)



S.E.F.I. 2, Route Nationale, 91170 VIRY CHATILLON
Tél. : (6) 996.96.96

Un archipel entre le Mozambique et Madagascar

Les Comores sont en quête de stabilité

Trois ans de révolution, trois ans de conservatisme : tel est le bilan de la jeune république des Comores, indépendante depuis 1975. Cette ancienne colonie française est aujourd'hui loin d'être stabilisée. Et elle n'a pas encore recouvré l'île de Mayotte, qui constitue un des derniers confetti de l'empire français.

« *Il y a un décalage entre la manière dont on nous décrit à l'extérieur et la réalité ici* », se plaint le ministre des Affaires étrangères, Ali Mroudjae.

Le mois dernier encore, des rumeurs de tentative de coup d'Etat ont circulé à la Réunion. Elles ont été démenties par Mroudjae.

Les observateurs sur place, sans croire à une menace réelle, n'en reconnaissent pas moins que l'opposition cherche à déstabiliser le régime du président Ahmed Abdallah. « *Le père de l'indépendance* » (déclarée unilatéralement le 6 juillet 1975) est de nouveau au pouvoir depuis le 21 ai 1978.

Entre-temps, il y a eu l'intermède de moins de trois ans (août 1975 — mai 1978) pendant lequel la « révolution » à la cambodgienne d'Ali Soilih a bouleversé la société islamique traditionnelle de l'archipel : lutte contre la féodalité des notables; pouvoir populaire aux mains des comités de jeunes; suppression voile pour les femmes et de certaines coutumes ruineuses comme les « grands mariages »; renvoi des fonctionnaires; autodaf des archives de l'administration, etc. Ali Soilih a, le premier, fait appel aux mercenaires, qui devaient le renverser plus tard et provoquer sa mort au cours d'une « *tentative d'évasion* ».

Aujourd'hui, remarque un coopérant étranger, les mêmes notables ont « *peur des jeunes* » qui ont goûté au pouvoir et qui, avec le temps, oublient les excès de Soilih pour n'en retenir que les éléments positifs.

L'opposition, si elle existe bien, est inorganisée et fragmentée. Il y a les marxistes, et des hommes comme Saïd Ali Kemal, qui a démissionné en juillet dernier de son poste d'ambassadeur en France pour créer un Conseil national de salut public. Cette opposition recrute dans la diaspora, nombreuse au Kenya, à Zanzibar, en Tanzanie, à Madagascar et en France.



Le président Ahmed Abdallah. (Photo Caputs/Sygma)



Le port de Moroni, capitale de l'archipel des Comores. (Photo P. Bois/Sygma)

La fronde de Mayotte

Mais les problèmes les plus sérieux résident ailleurs : dans la fronde de Mayotte et le sous-développement.

Mayotte constitue un abcès dans les relations avec la France, dont on ne voit pas très bien comment il sera crevé. Les dirigeants comoriens ont choisi la voix de la négociation et de la concertation. Ils veulent dépassionner le débat, particulièrement avant l'élection présidentielle en France. Reste à convaincre les Mahorais de s'intégrer à l'archipel.

Malgré ce nuage, la France jouit d'un capital affectif. C'est le premier pays donateur devant le Koweït, la Banque islamique de développement, l'OPEC et le Fonds saoudien, et elle apporte également une assistance technique très importante (une centaine de coopérants, enseignants, techniciens, médecins, etc.).

La crise économique

Par ailleurs, la crise économique n'épargne pas les Comores.

L'archipel aux parfums n'a que des ressources limitées : l'exportation de l'essence d'Ylang Ylang, utilisée en parfumerie et dont les Comores sont le premier producteur au monde, a considérablement baissé en 1980, de même que celles de vanille et du coprah. Seul le clou de girofle est en hausse.

La malnutrition, si elle n'est pas évidente aux yeux du visiteur, n'en est pas moins courante, et les Comores doivent importer chaque année de plus en plus de riz.

Enfin, l'exode des cerveaux se poursuit. Il n'y a que onze médecins dans l'archipel.

Les Comores sont loin de voir la fin du tunnel.

Conflit avec le secrétaire américain à la Défense

Weinberger est devenu la «bête noire» de Bonn

LE secrétaire américain à la Défense, Caspar Weinberger, est devenu, en l'espace de quelques semaines, la « bête noire » du gouvernement ouest-allemand.

La RFA estime que, par ses déclarations dures, Weinberger est décidé à tout prix à retarder, voire à ajourner, la reprise des négociations américano-soviétiques sur la limitation à bas niveau des euromissiles (fusées nucléaires à moyenne portée qui doivent être déployées en Europe occidentale à partir de 1983).

Levée de boucliers

Pour la RFA, seule une ouverture rapide de ces négociations peut permettre au gouvernement du chancelier Helmut Schmidt de calmer l'aile gauche des partis social-démocrate et libéral, ainsi qu'une partie de la population ouest-allemande. Celle-ci est toujours hostile à l'implantation des 108 fusées Pershing 2 et des 96 missiles de croisière en RFA.

« *Le gouvernement américain, et Weinberger en particulier, devraient connaître notre situation difficile. Au lieu de nous aider, il rend notre position intenable* », a expliqué un haut fonctionnaire qui a requis l'anonymat.

Les dernières déclarations de Weinberger, liant l'ouverture de négociations avec l'URSS sur les euromissiles à une réduction substantielle de la présence militaire soviétique aux frontières et à l'intérieur de la Pologne, ont déclenché une véritable levée de boucliers à Bonn.

« *La décision au sujet de la reprise de ces négociations est du domaine des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, qui se rencontrent les 4 et 5 mai prochain à Rome*, a souligné le porte-parole du gouvernement de Bonn, Lothar Ruehl. *Nous considérons*, a-t-il ajouté, *que la situation actuelle en Pologne ne fait pas obstacle à leur reprise.* »

Dans les milieux gouvernementaux de Bonn, on rappelle également que le général Alexander Haig, lors de sa visite éclair à Bonn, a clairement indiqué que rien ne s'opposait, à l'heure actuelle, à une reprise rapide des négociations sur les euromissiles, à Genève ou ailleurs.

Un retour complet à la guerre froide, explique-t-on dans les milieux diplomatiques de Bonn, se ferait principalement aux dépens des partenaires européens de l'Alliance atlantique, et plus particulièrement de la RFA.

Priorité au ravitaillement de la population

Berlin-Est oppose au «désordre» polonais sa réussite économique

LA crise polonaise a profondément marqué le X[e] Congrès du Parti communiste est-allemand, qui s'est achevé jeudi par la confirmation de l'équipe dirigeante que conduit depuis dix ans Erich Honecker.

Au-delà du discours officiel, qui a été discret sur la Pologne, les effets de cette crise ont été perceptibles à tous les niveaux : politique, économique et idéologique.

Le virus polonais

Dans les rangs des 2 700 délégués est-allemands aussi bien que dans ceux du millier d'invités des partis frères, de nombreux orateurs se sont référés à la Pologne pour exprimer leurs « *craintes* » devant l'évolution récente.

Mikhail Souslov, l'idéologue du Kremlin, qui représentait à Berlin le PC soviétique, a été particulièrement discret en se refusant, malgré quelques allusions transparentes, à prononcer le nom de la Pologne. Des partis « eurocommunistes », dont les PC italien, suédois et japonais, ont, en revanche, mis en garde contre les conséquences d'une « *intervention extérieure* » en Pologne.

Dans les rangs des délégués est-allemands, la « *contre-révolution* », souvent qualifiée d'« *intérieure et extérieure* », a été rendue responsable de la crise, de même que les « *agissements de l'impérialisme et de la réaction* ». A plusieurs reprise des orateurs se sont demandé ce que la direction polonaise attendait pour mettre un terme à « *ces menées* ».

Une seule fois, un orateur a implicitement évoqué le caractère éventuellement contagieux du « *virus polonais* ». C'était pour rassurer l'auditoire sur le fait que la RDA, elle, demeurait « *socialiste* ».

Il ne semble pas, en effet, aux yeux des observateurs, que les dirigeants de Berlin-Est craignent la « *contagion* ». L'inquiétude paraît plutôt concerner, à la lecture d'une cinquantaine d'interventions, la crise du système qu'illustre la contestation croissante, au sein même du parti polonais. C'est ce qui expliquerait la redondance des déclarations de nature idéologique sur les avantages du « *socialisme* » réel et de la « *fidélité inébranlable* » de la RDA envers ses alliés.

Progrès économiques

Les effets de la crise polonaise n'ont pas été sans influencer la planification économique. La volonté délibérée de réduire les investissements est à cet égard significative, l'endettement excessif de Varsovie auprès de l'Occident étant une des raisons de la crise économique en Pologne. De même, la nécessité, plusieurs fois soulignée, d'assurer à la population un « *approvisionnement diversifié et complet* » témoigne de la volonté de la direction de ne pas mettre trop à l'épreuve le sens de l'abnégation de la population.

Continuité

Celle-ci a d'ailleurs été invitée à compenser, grâce aux effets de l'« *émulation socialiste* », les retombées de la crise économique mondiale, auxquelles la RDA, en tant que pays hautement industrialisé, échappe moins que d'autres de ses partenaires du Comecom, l'alliance économique socialiste.

Sur le Plan du Parti, la continuité la plus stricte a marqué les assises du PC, où un vétéran du mouvement a quitté le bureau politique et le secrétariat du comité central. Deux personnalités y ont, elles, accédé. Erich Honecker, qui a assumé la succession de Walter Ulbricht il y a dix ans, a été triomphalement reconduit dans ses fonctions. Le comité central est légèrement élargi et quelque peu rajeuni.

DOSSIER

Epouvante parmi les réfugiés d'El Salvador

Ils s'enfuient par milliers vers le Honduras

Reportage d'Edouard Bailby

Chassés par la terreur, des dizaines de milliers de paysans, pour la plupart des femmes et des enfants, se sont réfugiés au Honduras. Ils vivent sous des tentes de fortune à quelques kilomètres de la frontière. Leurs récits sont effrayants : les militaires salvadoriens emploient les méthodes des SS.

LA nuit, de la frontière du Honduras, on aperçoit au loin les lumières de San Salvador, la capitale de la petite et malheureuse république d'El Salvador. Un pays moins grand que la Sardaigne : 21 156 kilomètres carrés. De jour, on distingue le volcan sur les pentes duquel militaires et guérilleros se livrent d'âpres combats.

La frontière tombe presque à pic sur la campagne vallonnée d'El Salvador. Pour l'atteindre, à partir de la localité hondurienne de San Marcos de Ocotepeque, il faut parcourir en Landrover des routes défoncées ; puis entreprendre deux ou trois heures de marche à pied dans une région montagneuse presque inhabitée. De temps à autre, un cabanon de paysans, de bananiers. Les gardes-frontière sont rares.

La nuit, les chacals hurlent à la mort. On aperçoit entre les arbres leurs yeux qui brillent comme des diamants. C'est l'heure que choisissent femmes, enfants et vieillards pour fuir l'épouvante. Par colonne de cent ou deux cents, ils gravissent en file indienne la frontière, transportant sur leur dos les blessés et les malades. La marche par des sentiers rocailleux est éprouvante.

Depuis des mois, des milliers de Salvadoriens ont ainsi pris le chemin de l'exil. Apeurés, ils se cachent au moindre bruit suspect : des commandos d'extrême droite, ceux de Orden, les traquent dans l'obscurité.

Pour connaître la vérité sur ce qui se passe à El Salvador, il faut aller à la rencontre de ces réfugiés. Ils vivent pour la plupart sous des tentes de fortune, en pleine montagne. Certains sont accueillis chez des paysans honduriens, eux-mêmes extrêmement pauvres : trente, quarante et parfois quatre-vingts personnes entassées dans de misérables cabanons, sans eau ni gaz ni électricité. Chaque famille compte en moyenne une douzaine d'enfants.

Des récits effrayants

Leurs récits sont effrayants. « *La Garde nationale est arrivée chez nous,* raconte une vieille femme qui n'a même plus la force de pleurer. *Ils ont assassiné mon gendre puis ils ont ouvert à coup de baïonnette le ventre de ma fille qui était enceinte. Ils en ont retiré le fœtus et l'ont mitraillé.* » Pendant quelques minutes, les réfugiés qui l'entourent, du même village, ne disent pas un mot. Moi-même, je n'ai plus le courage de l'interroger.

Ailleurs, dans un autre hameau, un jeune garçon s'approche. C'est la première fois qu'il voit un journaliste étranger. « *Mon petit frère jouait au football avec trois copains,* dit-il. *Ils les ont abattus à la mitraillette.* » Ils, ce sont les militaires de la Garde nationale d'El Salvador.

Comme les SS

Les hommes en uniforme arrivent généralement à l'aube dans des camions. Après avoir exécuté sur place les habitants du sexe masculin, à la manière des SS, les civils armés qui les accompagnent pillent les maisons, y mettent le feu puis brûlent au pétrole les plantations de maïs. Technique de la terre brûlée.

Pourquoi cette sauvagerie ? « *Ils tuent pour nous terroriser, froidement* », dit une jeune paysanne qui attend un bébé. Dans son village, il n'y a eu que douze survivants sur deux cents habitants. « *Ils ont assassiné tous les membres de ma famille : maman...* » Elle se met à sangloter.

Le rio Sumpul

J'ai parcouru la frontière d'El Salvador, là où coule, entre les montagnes, le rio Sumpul. Un nom qui évoque Oradour-sur-Glane. Le 14 mai 1980, quatorze camions chargés de militaires sont arrivés vers 7 heures du matin dans les villages de San Jacinto et de La Arada. Le carnage a duré dix heures : plus de six cents hommes, femmes et enfants ont été massacrés, et leurs corps abandonnés aux bêtes sauvages ou jetés dans la rivière. Depuis, dans les campagnes, le génocide n'a pas cessé.

Pourquoi mutiler davantage ce petit pays de quatre millions et demi d'habitants ? Il s'appelle de son vrai nom El Salvador. Nous n'avons pas le droit, pour les besoins de la langue française, de l'écorcher.



L'armée salvadorienne a adopté les méthodes des SS : exécutions de masse des civils, tortures, destruction des villages et des cultures. (Photo Mouzas/Atelier)

La junte est isolée

AVEC une densité de 224 habitants au kilomètre carré,, la plus forte de l'Amérique centrale, El Salvador connaît le surpeuplement des campagnes. Exploités depuis l'indépendance par quelques grandes familles, sans moyens de subsistance pendant neuf mois sur douze, des centaines de milliers de paysans ont dû s'expatrier dans les pays voisins, notamment au Honduras, pour survivre.

Toutes les tentatives de réformes, même les plus timides, se sont systématiquement heurtées, au cours des dernières décennies, à l'égoïsme de la classe dirigeante et à l'opposition des forces armées, bras droit de l'oligarchie.

En octobre 1979, à la suite de la révolution sandiniste, au Nicaragua, de jeunes officiers, encouragés par les Etats-Unis, renversent la dictature du général Romero. Ils promettent des réformes.

La première junte civile et militaire comprend des personnalités social-démocrates et démocrates-chrétiennes. Malheureusement, devant la répression sanglante des forces de l'ordre contre toute forme d'opposition, elles se voient contraintes de retirer leur soutien aux jeunes officiers.

Une nouvelle junte civile et militaire est formée, en janvier 1980. Leader de l'aile droite de la démocratie chrétienne, Napoléon Duarte accepte d'en faire partie. Quelques mois plus tard, sous la pression des forces populaires, le gouvernement est obligé de décréter la réforme agraire ainsi que la nationalisation des banques et du commerce extérieur. C'est déjà trop tard. L'extrême droite s'emploie à saboter les réformes. La répression prend immédiatement des proportions terrifiantes.

Devant l'écroulement des forces centristes, toute l'opposition se rassemble autour du Front démocratique révolutionnaire (FDR). Le président en est aujourd'hui Guillermo Ungo, membre de l'Internationale socialiste. Les cinq mouvements révolutionnaires engagés dans la lutte armée décident, quant à eux, de s'unifier sous le commandement du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN).

Désormais, face à la junte que préside le démocrate-chrétien Napoléon Duarte, c'est tout le peuple salvadorien qui combat pour ses libertés.

La position du PS

LA presse française s'est généralement abstenue de faire connaître la position du PS sur El Salvador. Elle est pourtant très claire :

1) La lutte du peuple salvadorien a pour origine des structures économiques et sociales profondément injustes. Elle n'est pas la transposition du conflit Est-Ouest en Amérique centrale ;

2) Toute solution des problèmes d'El Salvador ne peut être que politique. L'accroissement de l'aide militaire à la junte actuellement au pouvoir ne peut que retarder l'ouverture de négociations ;

3) Le Front démocratique révolutionnaire (FDR) est le seul représentant légitime du peuple salvadorien.

«Tout dialogue passe par le FDR»

nous déclare en exclusivité Bernt Carlsson, secrétaire général de l'Internationale socialiste

L'Internationale socialiste regroupe aujourd'hui 76 partis socialistes et sociaux-démocrates dans le monde. Elle représente 80 millions d'électeurs. « Après la victoire du 10 mai, affirme son secrétaire général, Bernt Carlsson, de nationalité suédoise, nous aurons conquis le dix-septième gouvernement ».

QUELLE est la position de l'Internationale socialiste sur la situation à El Salvador ?

— Nous nous sommes réunis avec nos camarades latino-américains, au mois de mars, dans la capitale de la République de Panama. Malgré quelques divergences d'appréciation, soulevées par les délégations du Venezuela et du Costa Rica, nous avons exprimé à l'unanimité notre soutien au Front démocratique révolutionnaire, le seul représentant légitime du peuple salvadorien.

Il a été décidé à cette occasion que l'Internationale socialiste jouerait le rôle d'intermédiaire entre les parties concernées, pour favoriser une solution politique, et non pas militaire, du problème. L'ancien chancelier ouest-allemand Willy Brandt a été chargé d'engager à cet effet les conversations qu'il jugerait utiles à la cause du peuple salvadorien. Elles n'ont malheureusement pas encore eu les résultats escomptés.

— De passage à Washington, au lendemain de la rencontre de Panama, le département d'Etat américain vous a fait savoir qu'il souhaitait vous entendre. Qu'avez-vous retenu de vos conversations ?

— Nous ne sommes pas sur la même longueur d'ondes. Les Américains ont été très critiques à l'égard du rôle que pourrait jouer l'Internationale socialiste en Amérique centrale. Je dirais même qu'ils se sont montrés arrogants dans leur argumentation.

Ils nous reprochent de jouer le jeu de la gauche salvadorienne et de ne pas tenir compte de la politique, prétendûment réformiste, de la junte que dirige le président démocrate-chrétien José Napoleón Duarte.

Je leur ai fait valoir que c'est le peuple salvadorien, et non pas une fraction idéologique, qui s'insurge contre le pouvoir. Lorsque j'ai ajouté que le Front démocratique révolutionnaire était prêt à engager le dialogue pour trouver une solution pacifique au conflit, ils se sont montrés réservés.

— Êtes-vous d'accord avec ceux qui prétendent que le drame d'El Salvador est la conséquence de la confrontation Est-Ouest ?

— C'est la thèse de Washington. Nous estimons, pour notre part, que le drame d'El Salvador plonge ses racines dans les conflits sociaux qui opposent, depuis le XIXe siècle, l'oligarchie à la masse paysanne. Même si Cuba n'existait pas, le peuple salvadorien mènerait aujourd'hui son combat pour les libertés.

La grave erreur des Etats-Unis est de vouloir en faire un nouvel exemple du conflit Est-Ouest. Nous ne sommes pas d'accord. En apportant une aide économique et militaire massive à la junte, ils ont été les premiers à vouloir internationaliser le conflit.

Sans eux, le peuple salvadorien aurait déjà remporté la victoire.

Propos recueillis par Edouard BAILBY

Beaucoup de bruit pour rien

PENDANT la campagne présidentielle de 1974, l'actuel président de la République avait promis le changement, et, tout au long du septennat, il n'a cessé d'exprimer sa volonté de

« tout mettre en œuvre pour le bon fonctionnement du grand service public qu'est l'Education ». Il a affirmé : « *Je suis convaincu que la qualité de notre vie future dépendra pour chacun de nous et pour les collectivités internationales de la qualité de notre école.* » Il a même précisé : « *Mon objectif est que, demain, tout jeune puisse aborder la vie active avec un diplôme correspondant à un métier d'avenir.* »

En fait de grand ministère de l'Education, celui-ci s'est vu dépouillé de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, des affaires culturelles, de la santé scolaire, de la recherche scientifique et de la formation permanente. En ce qui concerne la qualité de l'enseignement, l'Etat s'est contenté, au cours de ce septennat, de limiter ses obligations d'enseignement aux seules disciplines fondamentales, négligeant les options facultatives, ignorant les vœux des élèves et de leurs parents, se montrant même incapable d'assurer le remplacement des enseignants absents. A propos de l'avenir des jeunes, enfin, il n'est pas inutile de remarquer que le nombre des chômeurs entre le début et la fin du septennat a été multiplié par quatre, et que un chômeur sur deux a moins de vingt-cinq ans.

Des constatations qui laissent rêveurs ceux qui entendent aujourd'hui le même candidat se livrer à une nouvelle surenchère de promesses.

Dans une carrière politique, les erreurs sont compréhensibles, mais elles deviennent inexcusables lorsque le responsable se montre incapable d'en tirer les leçons.

Quel crédit accorder à un homme qui n'a pas su tenir ses promesses ni remplir ses engagements ? Aucun. Que penser d'un tel homme qui, incapable de tirer les conclusions (logiques) de ses échecs, briguerait à nouveau le suffrage de ses concitoyens en leur faisant de nouvelles promesses ? Rien de bon .

Pierre POIX

derrière le tableau...

Les ateliers s'éveillent

Bilan positif pour l'ADAC après trois années d'existence

L'ADAC (Association pour le développement de l'animation culturelle) connaît aujourd'hui une belle réussite. On peut dénombrer dans la capitale 240 ateliers pour 125 disciplines, qui accueillent par an près de 70 000 visiteurs.

« Il ne s'agit en aucun cas de vulgariser des techniques qui sont et doivent être perçues comme des véritables métiers, mais de préparer à mieux percevoir l'artiste à travers la création », déclare Francis Balagna, directeur de l'ADAC. La mission que s'était donnée, en 1978, ce chef d'orchestre n'était guère aisé. Devant les difficultés de la vie quotidienne, susciter l'éducation de la sensiblilité artistique était une gageure.

Les ateliers sont implantés dans les quartiers de Paris les plus divers. Ils sont aussi aménagés dans des lieux très différents : écoles, mairies, bibliothèques, musées, péniche sur la Seine... On peut y pratiquer toute forme de discipline artistique ou artisanale : théâtre, musique, danse, mais également poterie, peinture sur porcelaine, sur icônes, même...

La fréquentation de ces ateliers est elle aussi très hétéroclite : 32 % d'enfants, 13 % d'étudiants, 19 % de femmes sans profession et 36 % de travailleurs. Les adhérents de l'ADAC appartiennent aux milieux sociaux les plus divers.

L'engouement que suscitent ces ateliers chez les enfants est significatif du besoin qui existait avant la mise en place de l'ADAC.

« Notre système éducatif est totalement à revoir... Il faut une grande diversité pour ne pas lasser les enfants. »





L'enseignement scolaire ne peut offrir aujourd'hui aux élèves les conditions requises à une bonne formation dans les disciplines d'éveil, mais surtout à une incitation intelligente. De plus, les parents qui ont une activité professionnelle intense ne peuvent assurer leur mission culturelle auprès de leur enfant.

« Notre système éducatif est totalement à revoir, souligne Francis Balagna. *Il faut une grande diversité d'approche pour ne pas lasser les enfants. A l'ADAC, nous avons mis en application une pédagogie active. Nous luttons également contre les cloisonnements de milieu. »*

Concrètement, l'ADAC accueille les enfants à partir de cinq ans. De nombreuses disciplines leur sont proposées, dans la mesure de l'inoffensivité des techniques employées et de l'effort intellectuel nécessaire. Un enfant de dix ans peut très bien suivre un stage d'icônes...

Quant aux prix, ils sont à la portée de toutes les bourses : l'adhésion est de 30 francs, et le versement mensuel, de 50 francs pour les adultes et de 25 francs pour les enfants. La gratuité est même accordée pour les personnes particulièrement défavorisées. Ainsi, la culture descend presque dans la rue.

Philippe BALLAND



L'ECOLE EN MOUVEMENT

LA PHILOSOPHIE EN DANGER

Le Groupe de recherche sur l'enseignement philosophique (GREPH) a dénoncé récemment, au cours d'une réunion qui s'est tenue à la Sorbonne, « toutes les mesures d'arraisonnement de l'Université et de l'école en général ». *Le GREPH s'inquiète de la menace qui pèse sur la formation intellectuelle de haut niveau, et même de niveau « ordinaire ». Le Groupe de recherche constate l'appauvrissement progressif de tout un vocabulaire conceptuel et critique et s'inquiète de la resurgence des irrationalismes sectaires au détriment de l'enseignement philosophique.*

150 CLASSES FERMÉES DANS L'ESSONNE

Le conseil départemental de l'enseignement primaire de l'Essonne s'est réuni dernièrement pour étudier avec l'administration la carte scolaire 1981. L'inspection académique a refusé de revenir sur les décisions prises concernant la fermeture de 150 classes et la suppression de 20 postes.

LES INFIRMIERS EN COLÈRE

Le Comité d'entente des écoles d'infirmières et des écoles de cadres (CEEIEC) s'inquiète de l'aggravation de la situation dans la profession (insuffisance des effectifs, emploi de personnel sous-qualifié, instauration d'un numerus clausus dans les écoles).

De son côté, le SNISSEPE/FEN fait part de son inquiétude quant à la santé des jeunes (toxicomanie, surconsommation de médicaments, dégradation des conditions d'hygiène, absence de l'information et de l'éducation sexuelles, recrudescence des maladies vénériennes, augmentation du nombre des maladies dépressives). Le syndicat pose quelques questions importantes : pourquoi seulement

3 300 infirmiers pour 12 millions de jeunes?

Pourquoi le personnel infirmier scolaire reste-t-il seul de sa profession être déclassé, déconsidéré, méprisé et sous-payé?

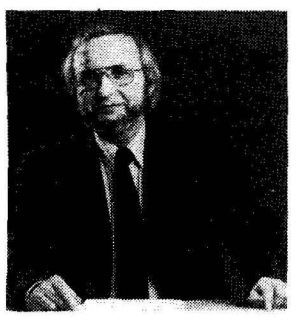
L'autre politique pour l'école

par Louis MEXANDEAU *

L'AUTRE politique pour l'école, c'est celle qui est proposée par le plan socialiste pour l'Education nationale. Seul parti à disposer d'un tel plan, le Parti socialiste propose un certain nombre de mesures qui s'inspirent du principe de l'« école inégalitaire », provocateur en apparence — principe — qui affirme que donner à tous la même chose revient à favoriser les plus privilégiés et que, si on veut que l'école donne à tous les mêmes prestations, il faut accorder la priorité des moyens à ceux qui en ont le plus besoin.

D'autre part, il faut que tous les habitants de ce pays, et en particulier les jeunes, puissent considérer l'école publique comme leur école, répondant à leurs besoins, leur proposant les moyens de maîtriser leur environnement et leur avenir.

S'appuyant sur ces deux principes, les socialistes proposent une autre politique. Cela suppose en premier lieu un développement de la recherche dans le domaine de la lutte contre les inégalités, et un appui aux mouvements pédagogiques qui ont, en la matière, une vieille expérience.



« Il faut accorder la priorité des moyens à ceux qui en ont le plus besoin »

Il faut aussi ouvrir la culture scolaire afin de permettre à tous un accès à la diversité culturelle de l'humanité. Cela passe par une réforme des contenus, des conditions de l'acte pédagogique, et donc par une grande attention portée à la formation des maîtres, en particulier à leur formation permanente. La décentralisation des décisions, la participation accrue des usagers à la gestion — au sens large du terme — des établissements vont aussi dans ce sens. Comme l'a annoncé François Mitterrand à Evry, des mesures budgétaires sont aussi nécessaires, ainsi qu'un abaissement des effectifs par classe, en commençant par l'école maternelle la création de zones d'éducation prioritaire où seront accordés des moyens supplémentaires là où les difficultés sont les plus grandes la mise à disposition d'un maître supplémentaire pour un certain nombre de classes afin de permettre le suivi individuel des enfants en difficulté.

La réduction des inégalités, la lutte contre le chômage modifieront déjà sans aucun doute le climat vécu dans les établissements ; mais, plus généralement aussi, la libération et la reconstruction de l'école par une nouvelle politique scolaire ne sont possibles que si « l'autre politique » parvient au pouvoir.

* *Délégué national du PS à l'Education nationale.*

La guerre des ballons

A Nîmes, pour la première fois depuis trente ans, un match de rugby s'est déroulé au stade, où seul le ballon rond était de mise

Près de 10 000 spectateurs se pressaient sur les tribunes du stade Jean-Bouin, à Nîmes, pour les huitièmes de finale du championnat de France USAP Perpignan-Valence. Ce n'est pas tellement pour le score (28 à 7) que le dimanche 19 restera une date mémorable dans l'esprit des Nîmois, mais bien plutôt parce que c'était la première fois qu'on jouait au rugby dans le grand stade municipal...

De notre envoyée spéciale Carine Lenfant.

En promenant son regard sur les tribunes, Louis Gagnière, le président du Rugby-Club de Nîmes, avait toutes les raisons d'être satisfait : une demi-heure avant le début du match, une grande partie des 12 500 places du stade Jean-Bouin étaient déjà occupées. Le pari était gagné ! Même en n'empochant que 20 % du prix des billets, les bénéfices étaient assurés pour le RCN.

« *Notre club frise les 100 millions anciens de budget*, me confiait-il. *Je ne peux pas négliger des recettes qui vont apporter quelques millions à la trésorerie.* » L'an passé, les huitièmes de finale, c'était également Louis Gagnière qui les avait organisées. Mais à Alès, distante de 40 kilomètres, « *parce qu'à Nîmes, le stade Jean-Bouin était interdit de rugby !* » Rien que d'y songer, la moutarde, visiblement, lui montait au nez.

Trois ans de discussions auront été nécessaires pour réparer cette injustice. Aujourd'hui, les querelles semblent s'être apaisées — « *la page est tournée !* » — mais le torchon a longtemps brûlé entre les clubs de football et de rugby.

Construit voici plus de trente ans, le stade Jean-Bouin a été conçu par une entreprise immobilière dont les principaux actionnaires étaient les dirigeants du Nîmes Olympique. « *Il était donc normal que ce club de football en ait l'usage en exclusivité* », d'autant que le département du Gard a, de son propre aveu, été longtemps « *un désert rugbystique* » : le ballon ovale s'arrêtait à Béziers pour ne reprendre qu'à Avignon. Les choses, pourtant, devaient changer.

Première demande

Créé en 1963, le Rugby-Club connaissait rapidement le succès passant en dix-huit ans de troisième en première division, tandis que, dans le même temps, les Crocodiles du Nîmes Olympique perdaient de leur notoriété.

« *Tant que nous étions en série inférieure*, explique Jean-Claude Beguerie, le directeur administratif du club, *le stade Nicolas-Kaufman suffisait à nos besoins : il pouvait accueillir 900 personnes, 2 000 en les entassant... Quand on est monté en groupe A, l'an passé, il s'est avéré trop petit, les clubs que nous recevions amenaient un beaucoup plus grand nombre de supporters.* »

En 1975, une première demande est adressée au Nîmes olympique : « *Nous souhaitions organiser une rencontre de propagande entre USAP Perpignan et Béziers.* » Elle se heurte à un refus des intéressés, « *qui craignaient une dégradation de leur pelouse* ». Après mars 1978, les choses vont se gâter. A cette date, en effet, le stade Jean-Bouin est vendu à la municipalité. Au terme d'une convention ratifiée par les anciens propriétaires — qui restent pour dix ans locataires exclusifs — et les élus, la ville peut disposer du terrain pour organiser sept rencontres. Mais c'est là que le bât blesse, la clause 4 stipule que le terrain est « interdit au rugby ».

Si on pouvait y accueillir du moto-cross, du hockey sur gazon, des majorettes, l'argument pelouse ne tenait plus... D'aucuns estiment que cet accord a été signé en toute bonne foi. « *A la mairie, ils étaient persuadés que le club de rugby n'obtiendrait jamais l'homologation de la fédération.* »

Après trois ans de palabres, de discussions animées, la rencontre a finalement eu lieu le 3 avril dernier entre Emile Jourdan, le député-maire, André Clary, l'adjoint aux sports, Benoît, Donnes et Jonus, les présidents des groupes politiques, et les dirigeants du Rugby-Club nîmois et du Nîmes Olympique. La chose est désormais entendue : les sept rencontres laissées à la liberté de la municipalité n'exclueront plus le rugby. L'argument financier l'a finalement emporté : « *Quelques millions de recettes pour nous permettre d'entretenir une équipe amateur pour un an alors que cette somme constitue tout juste le salaire d'un footballeur.* »



Morts au travail

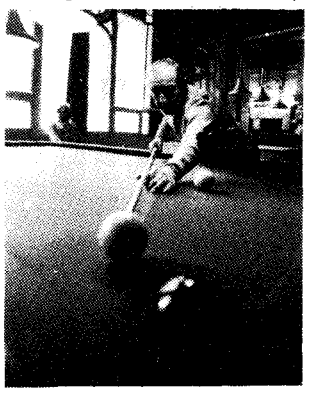
M. Jacques Leborgne, conducteur de travaux à la Société des travaux du Sud-Ouest, a été inculpé, samedi, d'homicide involontaire. La veille, à 6 h 20 du matin, deux ouvriers de la société, Aïssa Guettal et Mohamed Meglaoui, avaient été écrasés par l'express Bordeaux-Nice alors qu'ils procédaient à la réfection des voies en gare de Cros-de-Cagnes, près de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes). Le train, à cet endroit, était lancé à 120 km/h.

Aïssa Guettal, quarante-deux ans et père de cinq enfants, Mohamed Meglaoui, trente-neuf ans, père de deux enfants, avaient été contraints avec leur équipe à travailler sur les voies au-delà de l'heure où la SNCF supprime son dispositif de sécurité.

«Interdit aux femmes et aux mineurs»

A Paris, se cache un endroit affichant en avertissement : « *Interdit aux mineurs, aux militaires et aux femmes* ». On y célèbre un curieux rituel.

Le multicolore est un jeu de hasard semblable à la roulette ; les mises n'excèdent guère 10 ou 20 francs, et il est rare que l'on gagne gros. « *C'est le casino du pauvre, on vient pour l'argent, et c'est bien souvent la paie du mois qui y passe.* »



(Photo Gyula Zarand)

Depuis sa création en 1929, le cadre n'a pas tremblé. Fascinée par l'étrangeté du lieu, je me suis faufilée en espérant ne pas être remarquée. Au gré des gains et des pertes, les portes claquent et m'envoient des volutes d'atmosphère passionnelles. Et voilà que, malgré ma discrétion, on me « conseille » de m'éloigner. Peur ou fierté ?

A l'étage au-dessus, c'est un monde autre : celui du billard. L'accès est libre ; pourtant je ne vois aucune femme. Dans la fumée des cigares perce l'éclat de quelques chevalières ; clinquantes ou aristocratiques, elles se mêlent dans les mêmes poignées de mains.

Un accord tacite me rend peut-être invisible. Coexistence pacifique ou indifférence ? Le nez plongé dans les cartes, chacun s'absorbe dans l'abstraction du jeu. « *S'il y avait des femmes, je ne vois pas ce que cela ajouterait* », dit un habitué. Au Moyen Age, ces hommes auraient été chevaliers ; ils auraient fait de la courtoisie une religion. Aujourd'hui, le tiercé a remplacé le tournoi : il ne s'agit guère de conquérir la main de sa dame ; plutôt d'obtenir un « full aux as ».

Anne SZENDRÖ

A la recherche du temps perdu

POUR expédier un paquet recommandé en France, il faut en moyenne huit minutes et quinze secondes ; c'est ce que rapporte une enquête parue dans le numéro d'avril du mensuel *Que choisir ?*

Ainsi, affirme l'UFC, la ligne de renseignements téléphoniques (15) est-elle occupée dans 35 % des appels. Pour un tiers des cas, l'attente est de 5 minutes trente secondes ; dans un autre tiers, elle est inférieure à deux minutes. A minuit, rien ne va plus : la moitié des appels restent sans réponse, tandis que certains aboutissent au prix de 7 minutes 30 secondes de patience frénétique.

Quant aux délais de remboursement de la Sécurité sociale, ils vont de sept jours (Neufchâteau dans les Vosges) à vingt-cinq pour Paris et Marseille .

Les achats quotidiens sont peu économiques en temps (trajet, achats, files aux caisses) : ils totalisent 31 minutes trente secondes chez un détaillant, et 28 minutes dans un supermarché, pour six achats. Mais les emplettes hebdomadaires (vingt articles) oscillent de quarante minutes chez un détaillant à cinquante-quatre minutes dans un supermarché, voire une heure vingt minutes à l'hypermarché. Il m'a fallu vingt minutes pour élaborer cet encadré. Et, contrairement à Proust, je ne me coucherai pas de bonne heure.

Michèle SOLAT

VITE DIT... VITE FAIT...

EXPLOSION A JOIGNY

Une violente explosion a secoué mardi matin la ville de Joigny (Yonne).

On ignore encore les causes de cette explosion, qui s'est produite à 7 h 10. Plusieurs maisons, indique-t-on de même source, auraient été endommagées. Une fuite de gaz serait à l'origine de l'accident.

UNE SI JOLIE PETITE PLAGE

Des baigneurs noirs ont reçu l'ordre de quitter une plage « blanche » durant le week-end de Pâques, à Est London, port de la province du Cap.

Un porte-parole de la police a déclaré que celle-ci avait agi sur une plainte, mais qu'elle s'était efforcée de « présenter gentiment » la chose aux baigneurs de couleur. « *Tous ont été coopératifs* », a souligné le porte-parole.

ALERTE DANS LA CENTRALE

Une pompe à eau a explosé, lundi, dans une centrale nucléaire de l'Oregon, faisant un blessé et entraînant automatiquement la fermeture de l'installation, a annoncé un porte-parole officiel.

Le porte-parole de la Portland General Electric Company, qui contrôle cette centrale située à une soixantaine de kilomètres de Portland, a affirmé qu'il n'y avait aucune radiation.

LE PARRAIN HOSPITALISE

La femme d'Urbain Giaume, le « caïd » de la « french connection » ayant fait récemment l'objet d'une suspension de peine pour raisons médicales, a fait savoir à l'AFP lundi soir que, l'état de santé de son mari s'étant aggravé, elle avait pris la décision de le faire hospitaliser dès demain dans un établissement de cancérologie de la région parisienne.

Patricia Giaume, qui avait envisagé de le faire transférer dans un hôpital à Nice, a précisé ce soir : « *Mon mari est mourant, rien ne servirait de dissimuler son état.* »

MON P'TIT PYTHON

Un bébé python a été découvert lundi soir par un promeneur sur les bords de la Garonne, non loin de la cité universitaire Daniel-Faucher à Toulouse.

Le reptile, long de 1,20 mètre et engourdi par la fraîcheur de la température, s'est laissé très docilement recueillir par les pompiers, qui, après lui avoir naturellement offert... des œufs, le tiennent au chaud dans leur caserne à la disposition de son propriétaire, vraisemblablement pensionnaire de la cité universitaire.

DEUX CHIENS QUI RAPPORTENT

Vingt et un moutons ont été tués et dix-sept autres blessés par deux cockers errants, près de Vienne (Isère).

Il en coûtera environ 10 000 francs à son propriétaire, qui a pu être identifié par la gendarmerie locale.

Privés de billets

LA vente des billets pour le traditionnel match Angleterre-Ecosse, le 23 mai à Wembley, a été interdite (par un tribunal londonien) aux supporters écossais.

Dans le clan écossais, on s'organise cependant pour pouvoir néanmoins assister au match. Ainsi, l'impresario du groupe des Sex Pistols, Jack McDonald, est allé lui-même vendre devant le tribunal un disque du chanteur Johnny Rotten, intitulé : We'll Be There *(Nous serons là), afin de réunir des fonds.*

Les billets à tarif réduit et la vente d'alcool dans les trains ont été supprimés. En 1973, un employé des chemins de fer avait été blessé par un Ecossais. Il est aujourd'hui invalide. En 1975, invasion du terrain et saccage de la pelouse. En 1979, buts arrachés et cinq cent trente-sept arrestations, dont 70 % d'Ecossais. « Il va y avoir des meurtres par ici », *prédit même Jack McDonald...*



AU SPRINT

• **TENNIS DE TABLE.** — La France a *terminé cinquième* du tournoi masculin par équipes des championnats du monde de tennis de table, en battant, lundi à Novi Sad, en match de classement, l'Angleterre par 5-2. En 1979, à Pyong Yang, la France avait *déjà obtenu ce classement.*

• **TENNIS DE TABLE.** — Les Françaises se sont inclinées devant la Finlande (0-3) dans leur dernier match du tournoi féminin par équipes de première division des championnats du monde de tennis de table, lundi à Novi Sad.

La France prend la 14e place du tournoi derrière la Finlande.

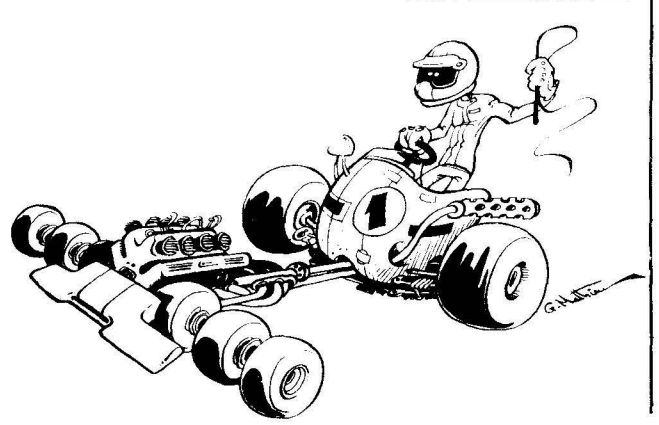
• **TENNIS DE TABLE.** — La Chine a remporté le championnat du monde par équipes masculines à Novi Sad. C'est la septième fois que les Chinois remportent cette compétition.

• **FOOTBALL :** aide municipale pour Geoffroy-Guichard. — Joseph Sanguedolce, le maire de Saint-Etienne, vient d'indiquer que sa ville prendra en charge 20 % des frais qui seront engagés pour l'extension du stade Geoffroy-Guichard. Il a également annoncé la décision du conseil municipal d'acheter un domaine qui permettra d'accueillir les clubs visiteurs et d'organiser des séminaires sportifs.

• **CYCLISME :** Bernard Hinault au *Midi libre.* — Bernard Hinault, qui vient juste de faire connaissance avec son fils Alexandre né il y a une semaine, va prendre quelque repos. Après le tour de Vendée (27 avril) et les 4 jours de Dunkerque (5-9 mai), il entamera sa préparation pour le Tour de France. Avant le grand rendez-vous de Nice, il participera au Critérium du Dauphiné (25 mai-1er juin), au Grand Prix du *Midi libre* (du 11 au 14 juin) et au Tour de l'Aude (du 16 au 18 juin), sans oublier le Championnat de France, le 21 juin.

• **CYCLISME :** Renault aux Etats-Unis. — L'équipe Renault-Gitane prendra part cette année à trois épreuves par étapes aux Etats-Unis. Cyrille Guimard enverra tout d'abord une équipe au Tour du Colorado pendant le Tour de France. En fin de saison, les Tours de Floride et de Californie figurent également au programme. Les équipes Mercier, Peugeot et La Redoute ont elles aussi inscrit à leur menu ces « premières d'outre-Atlantique ».

• **RUGBY.** — La France a gagné le Tournoi international minime d'Orthez devant l'Italie et la RFA. Dans la compétition des clubs, *Biarritz s'est* imposé devant une sélection romaine.



Le coup de patte de Sochaux

MERCREDI soir, à Alkmaar, les joueurs de Sochaux tenteront de rejoindre dans l'histoire du football français Reims, Saint-Etienne et Bastia, les seuls clubs de l'Hexagone à avoir atteint une finale européenne, sans toutefois jamais l'emporter.

Pourtant, tout ne va pas pour le mieux du côté de Montbéliard. Ces derniers jours, l'infirmerie n'a guère désempli. Anziani et Bezaz *ont rejoint* Jeskowiak, Bonnevay et Djaadaoui sur le banc des indisponibles. Les Jaunes ont donc la fâcheuse tendance à déserter la pelouse du stade Bonal pour confier leur *corps meurtri au médecin* du club. A Sochaux, on n'affûte pas les armes, on panse les dernières blessures.

Dans ces conditions, certains pensent déjà que les *Doubistes effectueront*, là, leur dernière sortie européenne. Toutefois, les protégés de René Hauss pourraient très bien tirer leur épingle du jeu, si la réussite ne les boude pas. Un coup de patte de Genghini, une percée de Stopyra, ou tout simplement l'opportunisme de Revelli, pourrait ouvrir grand les portes de la finale.

L'Ajax d'Amsterdam a démontré, il y a quelques jours, qu'Alkmaar n'était pas *invincible à domicile*, en infligeant à Treytel et ses partenaires leur première défaite de la saison en terre néerlandaise.

Gageons que les Sochaliens suivront l'exemple du « feu » grand Ajax. Ils sont peut-être diminués physiquement, mais ils ont un cœur gros comme ça...

Ph. B.



Ivezic fera sa rentrée mercredi soir contre Alkmaar. *Compensera-t-il l'absence de Djaadaoui ?*



C'était il y a un mois à Sochaux... Les Francs-Comtois rééditeront-ils leur exploit ?

La courte tête de Cologne

IPSWICH TOWN suivra-t-il les traces de Leeds il y a quelques années ? A courir plusieurs lièvres, les joueurs de Robson risquent tout simplement de ne rien attraper. Après avoir laissé échapper la Coupe d'Angleterre, après avoir laissé filer Aston Villa en championnat, Paul Mariner et ses partenaires ont peu de chances d'atteindre la finale de la Coupe UEFA.

En effet, le *mince succès* (1-0) obtenu à Portman Road ne permet pas aux Anglais de partir à Cologne la « fleur au fusil ».

L'équipe qui a dynamité la défense stéphanoise le mois dernier est victime d'une folle débauche d'énergie.

Le FC Cologne effectue cette saison un parcours très moyen en Bundesliga. Il vient d'essuyer, sur sa pelouse, un échec face à Moenchengladbach (2-3) et sa qualification en Coupe UEFA devient problématique. Malgré ce faux-pas, l'équipe de Rinus Michels a les moyens d'écarter Ipswich sur son terrain. La défense s'articule autour de Schumacher, gardien de but de l'équipe de RFA et successeur de Sepp Maier. Le milieu de terrain, comme son homologue anglais, est le « joyau » de l'ensemble. L'international suisse Botteron, flanqué des expérimentés Cullman et Littbarski, mène le bal, et sait faire oublier Bonhof, blessé. Enfin, l'attaque colonoise est constituée de Dieter Muller, ancien *avant-centre de l'équipe de* RFA, et de Woodcock qui vient de Nottingham Forest. Nul doute que ce dernier voudra se distinguer devant ses compatriotes.

Félix CHIOCCA

Le football de M. Jourdain

Comme le «bourgeois gentilhomme» faisait, sans le savoir, de la prose, les responsables du ballon rond, en France, font de la politique

ON tourne en rond dans le monde du football professionnel. Les dirigeants de clubs réunis à Gouvieux dans l'Oise, les 9 et 10 avril, n'ont imaginé *comme remède à la crise* que des mesures qu'ils avaient eux-mêmes rejetées il y a quelques années... parce qu'elles avaient prouvé leur inefficacité. Au surplus, lorsque le président de la République décide d'intervenir, sans concertation préalable, à quelques mois des élections, c'est pour projeter d'accroître la dimension de six des plus grands stades français au prix de gros travaux.

Quand on sait que les affluences sont en baisse depuis quatre saisons déjà, *on voit mal* l'intérêt d'une telle mesure, dont la conséquence pourrait bien être d'inciter les dirigeants à recruter des vedettes étrangères pour rentabiliser immédiatement l'opération. Il s'ensuivrait alors un regain de l'inflation salariale, dont on prétend qu'elle est la cause principale de la crise actuelle. La boucle est bouclée.

Le journal *l'Equipe*, qui s'est réjoui que, « *malgré la morosité actuelle du football français, tout soit fait en haut lieu pour lui proposer un avenir brillant* », n'a pas manifesté le même enthousiasme lorsque naissait il y a sept ans une association du nom de Mouvement football progrès regroupant des joueurs, des entraîneurs et des dirigeants inquiets devant l'évolution du football.

Pourtant les objectifs de ce mouvement méritaient qu'on s'y attarde un peu : « *Lutter contre la conception conformiste du football caractérisée par la commercialisation croissante, par l'emprise croissante du gouvernement sur son organisation, par l'autoritarisme des dirigeants en place, par la recherche du résultat par tous les moyens dans les compétitions... Elaborer et répandre une conception du football qui respecte la dignité du joueur, sa liberté d'expression, son plaisir de jouer, l'épanouissement de sa personnalité... Rechercher les moyens par lesquels les footballeurs peuvent eux-mêmes contribuer à l'avènement de ce football en revendiquant et en prenant leurs propres responsabilités.* » *Il y avait là, qu'on partage ou non cette optique, matière à réflexion. Or, de débat, il n'y eu point...*

Les patrons de presse liés au football business évacuent l'esprit critique au nom de la neutralité du sport. Celui-ci n'est-il pas un refuge de pureté, d'optimisme, où les conflits de classes un moment oubliés laisent la place à la fraternité ? « *Protégeons le sport divertissement des idéologies et de la politique* », proclament comme un seul homme gouvernement, Fédération, dirigeants, éducateurs et médias spécialisés.

C'est ainsi que les responsables du football jouissent en France d'un privilège exorbitant : ne pas avoir à rendre de comptes. Le spectateur assidu n'en voudra pas au président de son club favori si celui-ci commet des erreurs ou des irrégularités de gestion pour s'attacher les services d'un grand joueur. De même, les municipalités peuvent craindre l'hostilité des supporters si elles coupent les vivres aux clubs mal gérés.

Quant aux éducateurs de football, ils sont sans doute les derniers à pouvoir user sans éclats de la manière forte. A la différence de l'école ou du travail, le joueur vient au stade de son plein gré. Les exigeances peuvent être pénibles, il les accepte s'il les croit susceptibles de lui apporter l'évasion et la promotion sociale. Paradoxe de voir le football, activité ludique, s'inspirer, dans son organisation, sa pratique et son langage, de l'institution militaire. Paradoxe encore de voir l'association sportive, école idéale de démocratie, prendre les accents de la droite autoritaire.

Tout en se prétendant impartial, le milieu du football français ferait-il de la politique comme M. Jourdain faisait de la prose ? Il resterait alors à savoir s'il ne pourrait pas en faire une meilleure.

Daniel WATRIN

AU JOUR LE JOUR

Tueurs en herbe

par Gabrielle ROLIN

«*MAIS il a le diable au corps!*» s'exclament parfois les grandes personnes, éberluées par les ressources de la méchanceté enfantine. Le diable! Elles ne croient pas si bien dire. Et le père Freud leur donnerait raison, lui qui découvrit le « pervers polymorphe » sous le masque de l'innocence.

Force est d'en convenir, le crime n'attend pas le nombre des années. Voyez les journaux : vous y rencontrerez des écoliers pyromanes, des lycéens kidnappeurs, des assassins, des tortionnaires hauts comme trois pommes. « *A qui la faute?* » se demande l'opinion publique, horrifiée.

Et d'accuser pêle-mêle les parents indignes, la société permissive, les « mauvais films », la drogue, les grands ensembles de banlieue, la presse assoiffée de scandales, toutes ces tentations, ces idées, ces exemples pernicieux qui flottent dans l'air du temps.

A chaque fait divers, la peur des jeunes gagne du terrain. Déjà, des policiers tirent sans sommation sur les « loulous » en vadrouille. Devra-t-on demain armer les institutrices? Inventer de mini-guillotines? des machines à décerveler les irrécupérables? Où s'arrêtera notre panique?

« *La vengeance est une pulsion humaine fondamentale* », déclare solennellement Alain Peyrefitte. Hélas ! c'est la violence aussi que stimule l'infernal engrenage : agression-répression. Mais alors, comment guérir ou punir les enfants-monstres? Comment s'en débarrasser?

A la faveur d'un roman — puisque, pour protéger ces redoutables mineurs, la loi interdit de serrer la vérité de trop près — Michel Friedman nous présente le pire des cas : une tueuse de onze ans. Ou, plus exactement, reconnue à onze ans coupable de quelques-uns des crimes qui jalonnent sa brève existence. Elle marchait à peine qu'elle tentait d'empoisonner son petit frère. C'est dire si elle avait le vice dans la peau ! Et pas même l'excuse de la bêtise — les psychiatres lui attribuent un quotient intellectuel supérieur à la moyenne.

Pourtant, elle ne mesure pas la gravité de ses actes. « *J'ai fait des sottises* », avoue-t-elle. Des sottises? Elle a étranglé l'un, poignardé l'autre, on ne compte plus ses victimes. Mais quelle mouche a piqué l'auteur de concevoir une héroïne pareille?

« *Je n'ai pas tout inventé,* déclare-t-il. *L'histoire de Clémence Mougenot ressemble à des dizaines d'autres bien réelles, en France ou à l'étranger. Souvenez-vous du jeune assassin de Versailles, de la fillette anglaise qui organisait d'effroyables sabbats, du petit Porto-Ricain tueur de vieilles dames. On n'ose en parler qu'à mi-voix. Leurs gestes dépassent l'entendement.*

» *D'où vient ce refus de regarder le problème en face? Je l'attribue à deux causes : au tabou de l'innocence enfantine qui, malgré la psychanalyse, demeure ancré dans les esprits, et au désir de renier ces actes et leurs auteurs, dont la violence reflète la nôtre. Oui, c'est nous qui inculquons ou transmettons le mal, sans le vouloir ni le savoir. Et la solution ne relève ni de la justice, ni de la psychiatrie, mais de profondes réformes sociales.* »

Voilà pourquoi de cette descente aux enfers monte un insolite appel à l'amour. Puisse-t-il se tailler un chemin dans les cœurs !

* Clémence Mougenot, *par Michel Friedman. Chez Albin Michel, 282 pages, 55 francs environ.*



Bruce Springsteen à Lyon

BRUCE SPRINGSTEEN est en Europe ! Le phénomène envahit le Vieux Continent, après avoir contaminé une Amérique à la recherche d'elle-même. Après avoir enflammé Zurich et Paris, la nouvelle « idole » du rock se produira à Lyon, le jeudi 23 vril. Accompagné de son orchestre E Street Band, Bruce envoûtera son auditoire par sa présence exceptionnelle. *Born to Run, The River* et bien d'autres morceaux seront l'occasion, pour lui, de confirmer sur scène l'extraordinaire succès de son dernier album.

Du «polar» comme un des beaux-arts

Au berceau de l'association «813», les bonnes fées du crime

«*ILS ont frappé à Reims, à la Toussaint. Ils vont remettre ça à Stockholm en juin !* » Mordant son cigare, le rédac'chef pointe un index vengeur sur le plumitif : « *La bande à Demouzon a été signalée en ville. Je veux tout savoir sur eux. Combien ils sont, ce qu'ils mijotent. Tu as carte blanche !* » L'autre quitte déjà la salle de rédaction lorsque le Vieux ajoute : « *On les appelle aussi — du titre d'un bouquin d'Arsène Lupin — « 813 »...* »

Bonne couverture, la littérature. Qui pourrait flairer un chef de gang en ce jeune écrivain à succès? Massif et moustachu, Alain Demouzon trône dans son bureau parisien du XIIIe arrondissement. Le président de « 813 » déballe l'affaire avec un sang-froid inouï : « *Tout est parti du Festival du roman policier de Reims, l'an dernier. C'est Jacques Baudou, l'animateur culturel, créateur de la célèbre revue* Enigmatika, *qui avait organisé le premier, en 1979. Sans grands moyens. L'année suivante, Pierre Lebedel, Michel Lebrun et moi avons décidé de l'aider.* »

Tiens, de vieilles connaissances! Lebedel, dit le Secrétaire-trésorier, est officiellement journaliste spécialisé dans le polar et la BD — n'a-t-il pas fait entrer Tardi dans la bande? Quant à Lebrun, alias le Vice-président, outre quelques romans, c'est l'homme du fameux *Almanach du crime,* la bible annuelle du genre. Du beau linge. Sans parler de Vautrin, — encore un écrivain! —, dit l'Autre vice-président.

Avec Baudou, cette bande des quatre, élue au scrutin secret pour trois ans, compose le conseil et se réunit chaque trimestre.

Et le reste du gang? Deux cents pékins *au-dessous* de tout soupçon : profs, épiciers, ou clercs de notaire.

« *On pensait toucher des spécialistes,* avoue Demouzon, *on se retrouve avec des gens qui ont une petite passion et qui veulent en savoir plus. Nous en sommes à deux cent treize membres, alors que nous en espérions à peine une centaine. Vous voyez, nous avons encore une marge de six cents adhésions pour atteindre le chiffre fatidique...* »

D'où vient le fric?

Tandis que le plumitif griffonne hâtivement, Demouzon en lâche plus. Ces quidams-là, « 813 » compte bien les informer de l'actualité polar, grâce à un bulletin trimestriel dont le premier numéro vient de paraître.

« *Nous mettons au point un voyage de groupe pour le prochain Congrès international d'auteurs policiers, à Stockholm, en juin prochain. L'aller-retour reviendra à 3 200 francs par personne.*

Le greffier perd son calme : sûr que le président ne lui dit pas tout ; sûr aussi qu'un 6,35 le rendra plus loquace. « *C'est tout? Pas d'autre projet?* » Au contact de l'acier froid, l'autre se dégèle : « *Si. Une publication annuelle sur la littérature policière, française et étrangère...*

— Et du côté de l'édition?

— Peut-être, mais à long terme... »

« *N'oubliez pas le label 813, dont bénéficieront pas mal de librairies!* » ricane quelqu'un, derrière eux.

Trogne d'intellectuel dévoyé, méchante barbe et fines lunettes, Pierre Lebedel fond sur eux en brandissant quelque chose. Un direct le cueille au foie. Le journaliste soupèse l'arme improvisée : « *Salaud... L'almanach du crime* », *tomes I et II. Un pavé pareil, ça ne pardonne pas...* »



Alain Demouzon. (Photo Sophie Bassouls)

Effondré sur une pile de Série noire croulante, le Secrétaire-trésorier bredouille : « *Notre association est légale : elle est régie par la loi de 1901. Elle se propose de promouvoir, propager et défendre la littérature pol... — Ça, c'est le baratin officiel. Je veux la vérité. Je sais que Manchette n'a pas répondu et que Prudhon a refusé :* « Ce genre de club ne m'intéresse pas, *il m'a dit.* Je ne suis pas assez forcené du roman policier et je ne vois pas l'utilité de « 813 ».

« *Maintenant, dis-moi : le fric, il vient d'où?*

— Mais des cotisations, subventions et des ressources prévues par la loi... Mouais. Et votre planque, elle est où?

— 14, rue de la Garenne, aux Loges-en-Josas (78350). »

Philippe BERNALIN

EN COULISSE

Recrutement à Nancy

Le Grand Théâtre de Nancy organisera au Théâtre musical de Paris une audition en vue du recrutement de choristes engagés à l'année, le 27 avril. Pour tous renseignements sur les conditions et les inscriptions, s'adresser au Grand Théâtre de Nancy, place Stanislas.

Le retour de la folle de Chaillot

La Comédie-Française reprend en alternance, à partir du 25 avril, *la Folle de Chaillot,* de Jean Giraudoux, dans la mise en scène présentée l'an dernier à l'Odéon. Annie Ducaux interprétera le rôle de l'extravagante et jubilante Aurélie, « la folle », décidée à sauver la colline des spéculateurs. Le rôle a été tenu par Marguerite Moreno, lors de la création.

Danse à Moscou

Vingt-quatre pays déjà ont annoncé leur participation au IVe Festival international de ballet de Moscou qui se déroulera du 11 au 28 juin. Les concurrents seront répartis en deux groupes, l'un composé de professionnels, âgés de vingt à vingt-huit ans, l'autre d'élèves d'écoles de ballet, âgés de seize à dix-neuf ans. Yvette Chauviré, ancienne étoile de l'Opéra de Paris, fera partie du jury.

Chine : encore des peintures murales !

Douze peintures murales vieilles de quelque mille deux cents ans ont été découvertes dans la tombe d'une princesse Tang dans la province de Julin, au nord-est de la Chine. Guerriers et serviteurs illustrent les couloirs et les murs de la chambre funéraire. Les personnages, aux visages peints, aux yeux délicatement soulignés et aux lèvres rouges, portent de longs vêtements ceints à la taille. Exécutées à l'apogée de la dynastie Tang, ces peintures sont caractéristiques du style de la Chine centrale au VIIIe siècle.

CHEZ VOUS CHEZ AUTRUI

Rennes. *Spécial VIIIe Festival des arts traditionnels :* ouverture avec les *maîtres-tambours du Burundi,* à la salle Serreau, à 20 heures ; *les chanteurs diphoniques de Mogolie,* à la salle Serreau, à 22 heures ; *Temo barde kurde,* à la salle Jarry, à la Maison de la culture, à 23 heures. Le 22 avril.

Orléans. Théâtre : *Stratégie pour deux jambons,* de et par Pierre Cousse. Maison de la culture. Hexagone, à 20 h 30. Le 22 avril.

Saint-Brieuc. Musique : *Concert proposé par l'ensemble Variation.* Au programme : le trio pour clarinette, piano et violoncelle de Beethoven ; quatre pièces pour clarinette et piano d'Alban Berg ; le trio pour violoncelle, piano et clarinette de Brahms. Théâtre, à 20 h 30. Le 22 avril.

Une journée dans la Pologne de Walesa

« OUVRIERS 80 » : c'est le film de la grève et des accords de Gdansk, désormais historiques. Gros plans qui affirment la détermination. Multitude qui déclare l'unité, la communion.

Tout à coup, on est sur la scène de l'histoire. Acteurs connus : face à face, Walesa, aussi à l'aise calé dans son fauteuil que porté par la foule ; Jagielski, le vice-premier ministre, suçant sa cigarette.

Négociation en direct pour des milliers d'ouvriers : pas question d'accepter le syndicat sans obtenir la libération des emprisonnés. La solidarité ne se partage pas, et c'est Solidarité que l'on veut.

Répliques qui en disent plus que les vingt et un points de l'accord :

Jagielski : « *Est-il besoin de mentionner ceux qui sont venus en aide aux grévistes ?* »

Andrzej Gwiazda (vice-président du comité de grève) : « *Nous ne voulons pas vivre dans un pays où l'unité de la nation est faite avec les matraques des policiers.* »

Lech Walesa : « *Vaincus nous serons comme des machines.* »

Une femme pendant la messe : « *Sainte Marie, reine de Pologne, délivrez-nous de la peur.* »

Un homme, après la signature des accords : « *Enfin, une journee polonaise après tant d'années... Que voulez-vous que je vous dise de plus ?* »

Un événement comme la classe ouvrière n'en connaît pas tous les vingt ans. Dommage qu'il ne soit programmé qu'à 16 heures et 22 heures au studio Saint-Séverin, à Paris.

Pierre LI

A L'ECRAN

• ***Mr. Patman,*** *de John Guillermin, avec James Coburn, Kate Nelligan.* Mr. Patman vit à Vancouver. Paisiblement blotti dans sa vie solitaire. Tranquille, placide, Mr. Patman?... Apparence diurne peut-être. La nuit, c'est la folie, celle des autres qui l'envahit, qui l'aspire doucement. Mr. Patman est infirmier dans un asile psychiatrique. Or, il est un moment où le nocturne envahit tout... Un film en clair-obscur, sensible, attachant, poétique aussi. Réalisé de main de maître par John Guillermin.

• ***Bellissima*** et ***la Terra trema*** *de Luchino Visconti.* La reprise de deux chefs-d'œuvre du maître italien. Pour voir ou revoir la flamboyante Magnani de *Bellissima* (tourné en 1951). Pour assister à la douloureuse chronique des Malavoglia, petits pêcheurs du sud de l'Italie, dans *la Terra trema* (tourné en 1948, le second film de Visconti).

• ***L'Homme fragile,*** *de Claire Clouzot, avec Richard Berry, Françoise Lebrun, Didier Sauvegrain.* Un homme. Une femme. En dérive sentimentale. Mais sans tabada-bada, etc. Une chronique douce-amère, couleur du temps qui passe. Un premier film, plein de chaleur, de sensibilité. Interprété par un touchant et fort séduisant Richard Berry.

• *Une rétrospective* ***James Ivory*** aura lieu à la cinémathèque française de Chaillot, du 24 avril au 6 mai.

C.M.

CINE-RECETTES

Succès mérités

Des gens comme les autres, de Robert Redford.
4e semaine • 4 109 366 entrées.
5e au box office.

Comment se débarrasser de son patron, de Colin Higgins.
1e semaine • 1 021 424 entrées.
7e au box office.

Vivre vite, de Carlos Saura.
2e semaine • 1 300 803 entrées.
9e au box office.

Succès honteux

Est-ce bien raisonnable ? de Georges Lautner.
2e semaine • 3 989 929 entrées.
3e au box office.

Le roi des cons, de Claude Confortés.
7e semaine 11 809 748 entrées.
10e au box office.

Boudés à tort

Le contrat, de Zanussi.
4e semaine • 562 951 entrées.
44e au box office.

Fifty-fifty, de Pascal Vidal.
1e semaine • 121 920 entrées.
41e au box office.

Le concours, de Joël Oliansky.
3e semaine • 1 026 442 entrées.
25e au box office.

Résultats au 7 avril 1981

CINEMA

Les jeux de l'horreur et du mirage

«Pulsions» («Dressed to kill»), de Brian de Palma



L'ascenseur s'ouvre. L'assassin surgit...

CE qu'il y a de bien avec le cinéma de De Palma, c'est qu'il rend heureux. Plus le suspense se fait étouffant, plus on glisse dans l'horreur, plus on jubile. On se cale dans son fauteuil, avec un grand sourire béat qui ne vous quitte que pour devenir complice ricanement. Car De Palma jongle. De Palma joue. Avec ses personnages. Avec l'angoisse. Avec l'image. Avec le cinéma. Et... avec les spectateurs. Diaboliquement.

Il nous fait suivre, par exemple, une charmante dame blonde (Angie Dickinson), nous emmène dans le cabinet de son psychanalyste, nous fait entrer dans ses fantasmes (érotiques, mais oui !), la promène, tout de blanc vêtue dans les couloirs labyrinthiques d'un vaste musée, la propulse dans un taxi, puis, un peu moins vêtue, dans une chambre, la rhabille, la fourgue dans un ascenseur, et... exit la belle dame, sauvagement assassinée par une grande blonde à l'athlétique carrure — on aurait dû s'en douter, les vêtements blancs attirent toujours l'hémoglobine !

La grande blonde, c'est Michael Caine, le psy. Pas la peine de vous le cacher. La révélation ne vient qu'à la fin du film, mais on a tout compris, tout de suite. Et pas seulement parce que Michael Caine a une tête de « psy » psychopathe. Mais parce que, d'abord, on a presque tous vu *Psychose,* et que l'on sait, en outre, De Palma, fervent admirateur, et au besoin pasticheur du grand « Hitch ».

Ensuite — et surtout — parce que le suspense ne réside pas dans la découverte de la sadique figure du tueur, qui, somme toute, importe peu. Et d'ailleurs, on se délectera d'autant mieux que l'on connaîtra la clé de fausse énigme, à certains plans, certaines images. Celle notamment où l'on découvre que le classique cadre ornant le bureau du médecin contient, non une photo, mais un miroir, lui renvoyant sans cesse son image, symbole de sa dualité.

La folle angoisse, cette peur, qui monte peu à peu, ce n'est pas dans la linéarité de l'histoire qu'il faut la chercher. Naïvement dirait-on, quasi distraitement, rompant le ton, bousculant le rythme, elle survient au détour d'une scène paisible. Vous étreint brusquement, vous étouffe... et tout aussi soudainement, s'interrompt. Sur une pirouette.

La magie — et la malice — de De Palma, c'est cela. Nous emporter dans le pervers et troublant plaisir de l'image, du plan, de la séquence, et qui, tout à coup virevolte, pour nous mettre face à un autre mirage, tout aussi trompeur.

Imaginez, rêvez, fantasmez, nous dit-il, il en restera toujours quelque chose. Du cinéma, par exemple. Etonnant de virtuosité.

Colette MILON.

Mère génératrice de vie et de mort

«Mater amatisima», de José-Antonio Salgot



CE film va faire parler, beaucoup parler. Certains psychiatres et médecins crient à la malhonnêteté : en s'appuyant sur des données médicales, disent-ils, le film brosse néanmoins un tableau complètement faux de la psychiatrie actuelle. Les électrochocs, par exemple, que subit le jeune garçon autiste de quatre ans, ne sont plus pratiqués depuis trente ans, au moins. Certaines associations de parents d'enfants handicapés s'indignent déjà : film dangereux, soulignent-ils, parce que désespéré.

Bien sûr, une mère qui tue son fils plutôt que de le confier à un centre pour ne pas le perdre, ne pas le faire souffrir de cette séparation, et parce qu'elle n'entrevoit aucune issue, c'est un cri terrible de désespoir, un cri d'amour infini, incommensurable.

Mais en lui faisant l'amour, en le réintégrant dans son corps et son ventre, en répondant à l'appel sexuel de son enfant à qui elle donne l'absolu dans cette communion, elle ne pouvait que le tuer ensuite, physiquement. Mère génératrice de vie et de mort.

Il ne faut pas voir *Mater amatisima* comme un film avant tout réaliste. Il exprime et mêle une réalité cruelle aux fantasmes de ce jeune réalisateur de vingt-sept ans sur les relations entre mère et enfant. Et en choisissant un jeune garçon autiste, il pouvait pousser au paroxisme l'œdipe et ces relations de désir et de rejet. A moins qu'il n'ait eu lui-même, dans son enfance, des problèmes relationnels?

Les symboles se bousculent, parfois un peu lourds. C'est l'enfant, le couteau à la main s'approchant du vagin de sa mère endormie; c'est la mère impure, souillée par le sang de l'accouchement (très espagnol tout cela), ce sont aussi ses angoisses sur le monde psychiatrique. Les psychiatres sont bien ici les gendarmes de l'esprit et participent à un système de société qui se réfère à des normes et exclut ceux qui en échappent.

C'est ce qu'apprendra, au cours des années, cette jeune mère célibataire par option. Et plus cette société rejettera son fils, plus elle le protégera, malgré les difficultés à vivre avec un enfant qui reste enfermé dans son monde intérieur et ne manifeste que colères ou élans d'amour.

Evidemment, le châtiment de Dieu rôde. N'a-t-elle pas voulu un enfant pour elle seule? Ne vit-elle pas aussi coupée du monde extérieur, entourée et entourant son fils de jouets automatisés et robotisés? Doucement, elle s'acheminera elle aussi vers la schizophrénie. L'enfant gagne ainsi sa mère pour lui tout seul. Et elle le détruira comme il l'a détruite, par soif de possession. Y avait-il une autre solution? Le cinéaste semble répondre que non, dans ce système de société.

La jeune comédienne de vingt-deux ans, Victoria Abril, joue admirablement, à tel point que l'on se demande si elle n'est pas sur le point de craquer réellement. Quant à l'enfant, il est poignant et troublant, comme il est dans la vie. On peut quand même s'interroger sur les conséquences d'une telle expérience pour ce jeune garçon psychotique, Julito de la Cruz, que l'on a sorti d'une institution pour les besoins du film.

Mireille DUMAS



Alain Delon dans *Doucement les basses*. Un film de Jacques Deray, sur FR3. (Photo Ripa)

Mardi 21 avril

21 h 00 — Spécial Charles Trénet.
Emission préparée par Michel Drucker et Françoise Coquet. Réalisation : Jacques Brialy.
Qui aime Higelin, Souchon et Balavoine, et qui porte un curieux petit chapeau ? C'est le fou chantant, qui vient à peine de finir d'enregistrer son dernier disque.

22 h 00 — Les grandes aventures de l'Himalaya.
Emissions de Daniel Costelle et Maurice Herzog. Deuxième émission : Le toit du monde, 8 848 mètres.

19 h 45 — Journal et campagne électorale.

21 h 00 — Les dossiers de l'écran : Miroir, miroir.
Téléfilm de Lean Appet et Charles Dennis. Réalisation : Joanna Lee. Avec Loretta Swit, Robert Vaughn, Janet Leigh et Lee Meriwether.
Vanessa, pour reconquérir son amant, veut se faire retendre les paupières. Sandy, qui souhaite être plus sexy, décide de se faire implanter des seins artificiels. Millie, enfin, craignant de vieillir, pense au lifting.
Débat : La chirurgie esthétique ; changer de tête pour changer de peau. Avec le docteur Raymond Vilain, chef de service de chirurgie esthétique à Boucicaut ; le docteur Roger Mouly, secrétaire général de la Confédération internationale de chirurgie plastique ; le docteur Guy Jost, chef du service de chirurgie plastique à Lariboisière ; Danièle Rosadoni, auteur de *la Belle Fiole* ; Mlle X..., qui a subi une opération non réussie.

21 h 00 — Doucement, les basses !
Film de Jacques Deray (1970). Avec Alain Delon, Paul Meurisse, Nathalie Delon et Paul Préboist.
Simon Medieu, entré dans les ordres, voit surgir son ex-femme, une mangeuse d'hommes.
Une occasion de revoir le regretté Paul Meurisse, dans le rôle d'un évêque plein d'humour..

23 h 10 — Campagne électorale.

Mercredi 22 avril

19 h 45 — Campagne électorale.

20 h 50 — Samantha.
Téléfilm de Paul Andreota et Béatrice Rubinstein. Réalisation : Victor Vicas. Avec Pierre Mondy, Danièle Evenou, Micheline Luccioni et Wladimir Ivanovsky.
Samantha, parce qu'elle est une douce ingénue, un peu loufoque, se retrouve dans un hôpital psychiatrique. Mais on ne broie pas aussi facilement un tempérament, tout du moins pas dans ce film où tout finit bien. (Voir article dans *Combat socialiste* des 17, 18 et 19 avril.)

22 h 20 — La rage de lire. Le prix de la liberté.
Emission de Georges Suffert. Réalisation : Jean-Paul Roux. Avec Jean Cassou : *Une vie pour la liberté* (Robert Laffont) ; René Huyghe : *l'Art et l'Ame, De l'art à la philosophie* (Flammarion) ; Georges Wellers : *Les chambres à gaz ont existé* (Gallimard).

12 h 30 — Journal et campagne électorale.

19 h 45 — Journal et campagne électorale.

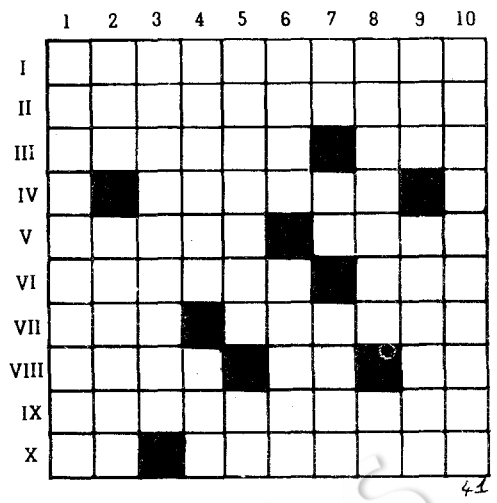
20 h 25 — Football. AZ 67 Alkmaar - Sochaux.
En direct. Commentaires de Thierry Roland et Bernard Père. Coupe de l'UEFA, demi-finale retour.

22 h 55 — Zig-Zag. Tomi Ungerer, né en colère.
Emission de Teri Wehn-Damisch. Réalisation : José-Maria Berzosa.
Portrait d'un peintre alsacien, mauvais coucheur, connu aux Etats-Unis, en Allemagne, mais pas en France... Affichiste, auteur et illustrateur de livres d'enfants, Ungerer expose au musée des Arts décoratifs du 29 avril au 27 juillet. (Voir article dans Combat socialiste *des 17, 18 et 19 avril.)*

17 h 30 — Campagne électorale.

20 h 30 — Deux hommes dans l'Ouest.
Film de Blake Edwards (1971). Avec William Holden, Ryan O'Neal, Karl Malden et Lynn Carlin.
Deux pauvres cow-boys du siècle dernier en ont assez de se faire exploiter par un riche propriétaire de ranch. Ils décident d'attaquer une banque.
Dans ce film de Blake Edwards, les héros de western ne sont plus ce qu'ils étaient. Misère !

Mots croisés Par Lionel



PROBLEME N° 41

Horizontalement. — I. On a souvent eu chaud quand elle est passée. - II. Famille bien implantée sur les bords de la Méditerranée. - III. Donne des forces. Une chose à retenir. - IV. Honore des Japonais défunts. - V. Forme d'avoir. Ancienne mesure de longueur. - VI. Revenus d'ecclésiastiques. A la corde au cou. - VII. Constitue une fin en soi. Homme de lettres. - VIII. On l'a à l'œil. Cours élémentaire. Honoré à l'Elysée. - IX. Fut un abri de fortune. - X. Préposition. Mornes.

Verticalement. — 1. Risque de se retrouver à la rue d'un jour à l'autre. - 2. Grossit un nombre. Femmes seules. - 3. Ce que sont certaines affaires en suspens. 4. Ce sont souvent des reliefs devenus plats. Cardinal. - 5. Lieux de culte. La fin de l'espoir. - 6. Bricole. Mis à table. - 7. Indique la provenance. Possessif. Il est facile d'y toucher des fonds. - 8. Assisté. Note. - 9. Plus que probable. Frontière d'Europe. - 10. Il n'est pas rare qu'elles en redemandent !

SOLUTION DU N° 40

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	F	R	I	A	■	I	L	I	T	E
II	L	A	C	T	O	S	E	R	U	M
III	A	C	I	E	R	S	■	R	■	P
IV	C	I	■	L	E	U	C	I	T	E
V	O	N	G	L	E	E	■	T	I	C
VI	N	I	N	A	■	S	M	A	S	H
VII	N	E	O	N	S	■	A	N	S	E
VIII	I	N	N	E	E	S	■	T	A	U
IX	E	N	■	S	L	O	W	■	G	R
X	R	E	G	■	F	I	C	H	E	S

40

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber,** chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 10, rue de Solférino, 75007 Paris. Tél. 550.34.35.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE MARQUE SYNDICALE

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
***« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours**
***« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6e jour**
☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Mardi 21 avril

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 — Quatuor Alban Berg.
Concert donné le 2 mars 1981, au grand auditorium de la Maison de la radio. Haydn : quatuor *les Quintes*, n° 76. Erich Urbanner : *Troisième quatuor*. Beethoven : *Quatuor en la mineur* n° 15, opus 132.

FRANCE-CULTURE

20 h 00 — Dialogues. Littérature et métaphysique.
Emission de Roger Pillaudin. Réalisation : Alain Pollet. Avec Philippe Sollers et Jean d'Ormesson.
Petit jeu : qu'y a-t-il de commun entre Sollers et d'Ormesson ?

Mercredi 22 avril

FRANCE-MUSIQUE

9 h 02 — Le matin des musiciens. Musique à Venise.
Emission de Philippe Beaussant. Musiques de Monteverdi, Cavalli, Lully, Galuppi, Porpora.

20 h 30 — Ensemble Intercontemporain.
Direction : Peter Eotvos. Roussel : *Sérénade pour flûte, violon, alto, violoncelle et harpe*, opus 30. Stravinski : *Ragtime ;* trois pièces pour clarinette ; octuor ; septuor. Copland : *Variations pour piano*. Bartok : *Contrastes*.

FRANCE-CULTURE

14 h 05 — Un livre, des voix. Julien Gracq.
Emission de Claude-Roland Manuel. Présentation : Pierre Spiriot. *En lisant, en écrivant*, essai (Ed. José Corti).

20 h 00 — La musique et les hommes. Hommage à l'écrivain cubain Alejo Carpentier.
Emission de Rémy Striker. Avec Jean-Bernard et Marie-Anne Lescouret.
Lorsque Montezuma rencontre Vivaldi, lors du carnaval de Venise.

Combat SOCIALISTE

Une journée à Pau pour El Salvador

Deux médecins témoignent: pas de larmes, mais du sérum

De retour d'El Salvador, les docteurs Pierre Pradier et Gilles Brucker décrivent le drame des malades dans les hôpitaux.

LA journée pour El Salvador organisée à Pau lors de la visite de François Mitterrand samedi 18 avril, par Solidarité internationale a débuté par une exposition photos. Elle s'est terminée par la projection d'un film.

Au cours du débat qui a suivi, animé par Danielle Mitterrand et Régis Debray, deux « médecins du monde », Pierre Pradier et Gilles Brucker, tous deux revenant d'El Salvador, ont exposé la dramatique situation sanitaire de ce pays d'Amérique centrale.

« En tout, 120 000 personnes ont été déplacées vers le Honduras, et à l'intérieur même du pays, ont-ils déclaré. *Nous ne pouvons que nous occuper des réfugiés au Honduras car les autorités militaires de la junte nous refusent l'entrée d'El Salvador avec des moyens médicaux. »*

Bien plus grave : la junte, par ses méthodes, prive l'ensemble de la population de soins médicaux. *« Dans les hôpitaux,* ont ajouté les deux médecins, *on établit des fiches pour la police. Quiconque, admis dans un hôpital, a un parent dans la guérilla ou l'opposition, qu'il soit frère ou même cousin, risque d'être enlevé et d'être torturé, puis assassiné. On retrouvera son cadavre au bord d'une route. Une simple homonymie peut signifier la mort. Les gens refusent donc d'aller dans les hôpitaux. »*

Sept médecins tués

Quant aux médecins salvadoriens qui tentent de soigner la population sur le terrain, dans les camps ou dans les villages, ils sont froidement assassinés. *« Entre février et juin 1980,* ont-ils dit, *sept médecins et infirmières ont été tués. Plus récemment, à Agilares, à quelques kilomètres de la capitale, l'infirmière et le médecin d'une structure médicale installée par l'Eglise ont été assassinés au bout de quinze jours. Depuis, tout est fermé. Les médecins ont fait grève pour protester, mais rien n'y a fait. Ils ne peuvent plus travailler, leur sécurité n'étant pas assurée. »*

Du sérum

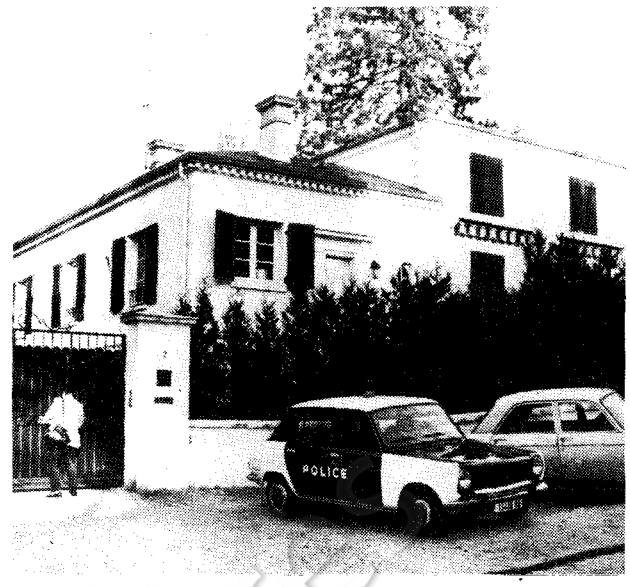
La « paix des cent mille morts » dont parle l'extrême droite salvadorienne se profile chaque jour davantage. 12 000 morts en 1980, des dizaines tous les jours.

Devant l'ampleur des besoins, Médecins du monde a décidé d'affréter un avion de vivres, de médicaments et de matériel. Mais la junte refuse d'autoriser l'avion à atterrir. *« Rien ne se fait à El Salvador sans l'accord des Etats-Unis. Nous avons attendu quatre jours la réponse du consulat américain pour pouvoir rencontrer la junte. Quand on parle des camps de réfugiés à Napoléon Duarte, président de la junte, il répond :* Vous savez, ce sont des camps d'entraînement militaire. »

L'organisation médicale attend une réponse imminente. Le poids de la solidarité et du témoignage international est considérable, ont conclu Pierre Pradier et Gilles Brucker. Pour résumer l'urgence de la situation, le slogan de Médecins du monde : *« Pas de larmes, pas de discours, mais du sérum. »*

Bruno DELAPALME

Solidarité-Salvador, animée par Danielle Mitterrand : CCP 19 08 909 G Paris, 10, rue de Solférino.



La villa de Marne-la-Coquette où a été enlevée l'épouse du compositeur. (Photo AP)

L'enlèvement d'Huguette Kluger

Premier contact sérieux

Trois jours après l'enlèvement de Huguette Kluger, les ravisseurs ont fini par donner de leurs nouvelles.

LE mari de la dirigeante des Editions musicales Bleu, blanc, rouge a déclaré mardi à l'AFP avoir reçu un message qui semblait devoir être pris au sérieux, de nombreux plaisantins ayant téléphoné, ce qui ne simplifiait pas la tâche des inspecteurs.

« J'attends très vite un nouveau message dans l'espoir d'aboutir rapidement à une solution pour préserver la santé de mon épouse, dont je connais le courage en face d'épreuves difficiles », a expliqué Roland Kluger. Sa femme, qui a été récemment opérée, reste dans un état de santé précaire, aussi espère-t-il que l'affaire connaîtra un dénouement rapide.

La famille Kluger semble décidée à collaborer avec Serge Devos, le patron de la brigade criminelle. On se souvient que les proches de Michel Maury-Laribière, le vice-président du CNPF, enlevé en juin dernier, avaient donné le change en feignant dans leurs déclarations vouloir court-circuiter la police.



Le commissaire Serge Devos

Annette Etilce, une jeune chanteuse antillaise qui travaille sous contrat avec les Kluger, a été mise hors de cause et a pu quitter librement les locaux de la police judiciaire, où elle était entendue depuis samedi après-midi. Cette longue audition était motivée, semble-t-il, par le différend qui aurait opposé la jeune femme à Huguette Kluger avant sa disparition.

Atlanta: l'hécatombe continue

UNE difficile autopsie du corps de Joseph Bell, quinze ans, le vingt-quatrième jeune Noir retrouvé mort à Atlanta (Georgie) en vingt et un mois, a été entreprise lundi, mais il ne fait aucun doute pour les autorités que son cas est lié à celui de plusieurs autres des victimes de la série de meurtres.

Le corps de l'adolescent a été retrouvé dimanche sur une rive isolée de la South River. Depuis décembre dernier, quatre autres jeunes avaient déjà été retrouvés dans une rivière. La police estime que le ou les tueurs tentent désormais d'effacer ainsi les indices qui pourraient donner une piste aux enquêteurs, comme certaines fibres textiles semblables qui avaient été retrouvées sur plusieurs enfants.

Le médecin légiste, le docteur Burton, précise que le corps était dans un tel état de décomposition que la cause exacte du décès sera difficile à déterminer. Il n'a pas exclu que l'enfant ait été tué peu après sa disparition, le 2 mars dernier.

Par ailleurs, la police tentait toujours, lundi, de retrouver deux hommes dont les portraits-robots ont été dressés avec l'aide de témoins. Ces suspects auraient été vus faisant monter dans leur voiture deux des dernières victimes, Eddie Duncan et Larry Rogers, deux retardés mentaux âgés respectivement de vingt et un ans et de vingt ans.

Plusieurs personnes correspondant aux portraits auraient été interpellées. *« Ces personnes sont soumises à des interrogatoires très serrés mais nous avons besoin de davantage d'éléments pour les qualifier de suspects »,* a déclaré un enquêteur qui a voulu garder l'anonymat.

L'un de ces portraits-robots, représentant un Noir d'âge moyen, portant une épaisse moustache et des lunettes, avait été récemment diffusé par la police. L'homme aurait été vu faisant monter Larry Rogers dans une voiture verte. Le second portrait-robot n'avait pas été diffusé lundi matin.

Depuis les révélations, la semaine dernière, du directeur du FBI, William Webster, selon lesquelles quatre des assassinats de jeunes Noirs seraient quasiment résolus, la police d'Atlanta se borne à déclarer qu'elle ne dispose pas de suffisamment de preuves pour procéder à des arrestations.

BREF

García Marquez écrit sur François Mitterrand

Le grand écrivain colombien Gabriel García Marquez, auteur du célèbre roman *Cent Ans de solitude,* publie un vibrant éloge des qualités d'écrivain de François Mitterrand, dans un article paru dans le quotidien équatorien *El Comercio.* L'écrivain latino-américain relève notamment : *« Sa vision du monde n'est pas seulement celle d'un politicien, mais aussi celle d'un homme embrasé par la fièvre de la littérature : c'est pourquoi j'ai toujours pensé qu'il serait — qu'il sera ? — un gouvernant sage. »*

• Un cargo battant pavillon français, *l'Aude,* s'est « couché » lundi sur un quai du port d'Oran alors qu'il déchargeait des maisons préfabriquées pour la zone d'El Asnam, dévastée en octobre dernier par un violent séisme. L'incident s'est produit à la suite d'un déséquilibre provoqué par le déchargement de la cargaison, composée de 29 remorques d'un poids total de 800 tonnes. D'importants moyens matériels ont été mis en œuvre par les autorités portuaires pour tenter de relever le cargo.

Crainte et colère au Japon

L'opinion émue après l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tsuruga

AU Japon, une importante fuite de matières radioactives s'est produite récemment dans une centrale nucléaire, entraînant l'exposition de cinquante-six personnes à des radiations. Le fait que les responsables aient tenté de garder l'incident secret a fait rebondir au Japon de manière spectaculaire l'éternelle controverse sur le nucléaire.

Toute la presse titre mardi sur ce qui est déjà considéré comme le plus grave accident nucléaire survenu au Japon depuis que ce pays a décidé de s'équiper de centrales.

Une équipe d'experts, chargée d'enquêter sur les causes de la contamination, constatée durant le week-end, d'un échantillon de boues prélevé sur le littoral de la mer du Japon, à proximité de la centrale de Tsuruga, a découvert lundi que de grandes quantités de déchets radioactifs liquides avaient débordé d'un réservoir de stockage de la centrale, le 8 mars dernier. Selon ces experts, dont les premières constatations ont été rendues publiques par l'Agence des ressources naturelles et de l'énergie (ARNE), des ouvriers de la centrale avaient oublié de fermer une valve du réservoir. Lorsqu'ils s'en étaient rendu compte, près de trois heures après, plus de 40 tonnes de liquide hautement radioactif s'étaient échappées du réservoir et, de là, avaient coulé à l'extérieur de la centrale, se mélangeant notamment aux eaux usées de la ville dans un collecteur situé à proximité.

Cet accident survient alors que le gouvernement japonais a des difficultés à mettre en œuvre son plan consistant à équiper le pays, dépourvu de sources d'énergies naturelles, de 34 nouveaux réacteurs d'ici à 1980. Le Japon compte actuellement, rappelle-t-on, 21 réacteurs en fonctionnement, d'une capacité totale de 14 950 mégawatts. Malgré l'argument gouvernemental selon lequel le nucléaire est la « source d'énergie la plus appropriée » pour remplacer le pétrole importé, dont le Japon dépend à raison de 75 %, les adversaires du nucléaire, très actifs, ne manquent jamais une occasion de marquer des points.